ISSN · 0151-5772

La rente contre la nation ▶ Pages 12 et 13.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 11 NOVEMBRE 2026 - N° 1332 – 56e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Dictature

Kylian Mbappé est le footballeur français le plus en vue, actuellement sous contrat au Real Madrid. Second au classement des soixante-dixièmes « Ballons d'or » proclamé à Londres le 26 octobre, il gère au mieux ses contrats de *sponsoring*. Sa fortune est estimée à 250 millions d'euros.

Il ne se mêle pas de politique mais, en juin 2024, il avait déclaré : *« Je suis contre les extrêmes, les idées qui divisent »* Une polémique s'en était suivie où Jordan Bardella avait accusé le footballeur de faire la morale à bon compte. Celui-ci avait assumé (dans *Vanity Fair*) : *« Tu peux être une star internationale mais avant tout, tu es un citoyen. Nous ne sommes pas déconnectés du monde. »*

Il aura pu le vérifier à l'occasion d'un propos anodin à ses yeux. On lui montre une image de lui superposée à Mao, qui est diffusée sur un réseau social, et il trouve amusant d'être ainsi associé à *« ce dictateur chinois »*. La vidéo, diffusée en France en avril 2026, a fait l'objet d'une reprise virale en Chine à partir d'octobre… Des supporters chinois se sont dits choqués, le gouvernement chinois a pris la mouche, allant jusqu'à menacer le football espagnol de le priver de quelque 400 millions d'euros que les entreprises chinoises y investissent chaque année. Kylian Mbappé a aussitôt présenté ses plus plates excuses, le Real Madrid aussi et le gouvernement chinois a bien voulu *« les prendre au sérieux »* et clore l'affaire que toute la planète a suivie.

On prête à Mao la responsabilité de plus de 60 millions de morts. À partir de quel chiffre a-t-on le droit de dire que c'est un dictateur ? Au rythme où vont les choses, le régime chinois se voit maître du monde avant vingt ans. À moins que son arrogance mesquine ne réveille ses futurs vassaux ?



SOURCE : COMPTE X DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Servir ou faillir

Les exactions de l'ultragauche ne sauraient masquer la résolution pacifique de la grande majorité des manifestants et la solidarité entre les générations.

BLAISE PASCAL affirmait déjà en son temps : *« Le propre de la puissance est de protéger. »* Tel est le service éminent que tout gouvernement doit rendre au peuple dont il est issu. Tel n'est pas le rôle que s'est attribué la gouvernance oligarchique, gestionnaire calamiteuse des intérêts du capitalisme rentier.

Selon la logique de la classe possédante, Sébastien Lecornu a choisi la répression du mouvement lycéen et parié sur son pourrissement – mais aussi sur son discrédit en raison des violences et des pillages que Laurent Nuñez n'a pas su éviter. Pari perdu : les mobilisations sont massives et la solidarité entre générations s'est nouée dans la lutte contre la vie chère, loin de l'hystérie qui règne sur les plateaux de télévision. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Le souverainisme en débat

Nous lançons un débat sur le souverainisme, concept aussi récent que mal identifié, marginal et diversement récupéré.

POUR PARTIE ALIÉNÉE dans les organes de l'Union européenne, la souveraineté est brandie comme une amulette par les factions les plus diverses. Emmanuel Macron la projeta dans les nuées en inventant une *« souveraineté européenne »* qui vidait le concept de son sens.

Depuis trente ans, les souverainistes tentent de s'approprier un principe de souveraineté qu'ils tirent tantôt à droite, tantôt à gauche, sans jamais sortir de leur marginalité. Beaucoup plaident de manière incantatoire pour le *Frexit,* visant une reconquête de la souveraineté conçue dans l'oubli des autres modalités du Politique. Des éclaircissements s'imposent. **L'article de Gaël Brustier en page 4.**

Dans ce numéro :

Page 3 – **Gabegie fantasmée.**

Page 6 – **Réarmement : trop peu, trop tard ?**

Page 5 – **Avant le sommet de la francophonie.**

Page 8 – **Brésil : la vie devant soi.**

Page 14 – **Une ambition spirituelle pour l'Europe.**

Page 17 – **Pierre Boutang politique.**

Page 18 – **Une singulière école vénitienne.**

Page 24 – **Chassez le climat, il revient au galop.**

PHOTO : NAR.



▲ La contestation mobilise une large part de la jeunesse, mais aussi des travailleurs et des retraités (ici, le 5 novembre, à Paris).

Chronique politique

Colère, hystérie, impéritie

par B. La Richardais.

Dans les rues, une résolution calme et joyeuse contraste avec les exactions de l'ultragauche. Sur les tribunes politiques et dans les médias, des attitudes sectaires et des propos hystériques auxquels répond le discours répressif de l'extrême droite. Tel est le paradoxe qu'il faut expliciter.

L'esprit saturé par les images violentes qui tournent en boucle sur les chaînes d'information en continu, nous risquons de ne plus voir les aspects positifs du mouvement social parti des lycées.

La jeunesse continue de s'affirmer. – La repolitisation d'une partie de la jeunesse a été peu soulignée alors qu'il s'agit d'un mouvement de fond, dont les premiers signes étaient apparus lors des manifestations de 2023 contre la réforme des retraites. Cette année-là, les manifestations avaient rassemblé toutes les générations qui avaient subi les conséquences du tournant austéritaire de 1983, puis les *« réformes »* néolibérales. Souvent, on voyait défiler ensemble grands-parents et parents de lycéennes et lycéens. Ces jeunes avaient vu leurs aînés souffrir du chômage et de la contrainte salariale. Une nouvelle génération contestataire a forgé ses opinions dans le silence, avant de les exprimer dans la rue depuis la fin de l'été.

Cette génération lycéenne a ses propres revendications. Elle vise Parcoursup qui, au-delà des débats sur les algorithmes, est une machine à engendrer de l'angoisse chez les lycéens et leurs parents. Elle dénonce les conditions de travail dans les établissements scolaires qui n'ont pas été adaptés au changement climatique et les souvenirs des récentes canicules sont encore dans les mémoires.

En démenti à la thématique du *« conflit de générations »* martelée depuis des décennies, il y a au contraire unité d'action contre la vie chère, qui frappe toutes les générations appartenant aux classes moyennes et populaires.

Une solidarité entre les générations. – À la différence des mouvements de 1986, 1993, 1998 et 2006, la protestation ne mobilise pas seulement une large fraction de la jeunesse. Dans les manifestations des 24 et 31 octobre, les travailleurs et les retraités étaient de plus en plus nombreux. En démenti à la thématique du *« conflit de générations »* martelée depuis des décennies, il y a au contraire unité d'action contre la vie chère, qui frappe toutes les générations appartenant aux classes moyennes et populaires.

Au rebours des fantasmes diffusés par l'extrême droite et par La France insoumise, les défilés ne regroupent pas des *« bandes ethniques »* ou des ensembles *« racisés »* mais des copains de lycée et de fac, des syndicats professionnels ou de retraités. La mobilisation massive du 5 novembre a confirmé ce point majeur.

Des tentations répressives. – Tous les cortèges expriment une hostilité virulente à l'égard du Rassemblement national. La direction de ce parti a compris qu'il n'y aurait pas de compromis avec cette large fraction du peuple français : déjà, elle tente d'intimider les syndicats en menaçant de priver de subventions ceux qui font de la politique et, en arrière-plan, les tribuns de CNews appellent à la répression et donnent à voir ce qui se passera si le Rassemblement national remporte la présidentielle et les élections législatives. Non contente de pourrir les manifestations par ses violences, l'ultragauche offre à l'extrême droite un spectacle qui donne matière à ses appels à la répression. Telle est sa fonction depuis les manifestations contre la loi El Khomri en 2016, qu'elle remplit avec une regrettable efficacité.

La probable arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée hystérise les confrontations politiques. On entend le maire de Trappes appeler à la répression pénale de la thématique du *« grand remplacement »* ; le président du Sénat a estimé que la question de l'interdiction de La France insoumise pouvait être posée, tandis que Bruno Retailleau avait, lui, expressément réclamé cette interdiction, et une pétition réclamant la suppression de CNews a recueilli des centaines de milliers de signatures en quelques jours.

À ce propos, que les choses soient claires.

La Nouvelle Action royaliste n'a jamais appelé à interdire le Parti communiste français au temps de la Guerre froide, ni le Front national de Jean-Marie Le Pen. Tout aussi hostile à la conception ethnique du Rassemblement national, au racisme diffusé par CNews et aux outrances racialisantes de La France insoumise mais, au nom du principe fondamental de la liberté d'expression, la NAR ne militera jamais pour l'interdiction d'un organe de presse ou d'un parti politique. Elle attend simplement que les lois existantes s'appliquent dans toute leur rigueur à ceux qui diffusent des thèses racistes et antisémites.

L'exécutif dépassé. – Ballotté par les événements – qu'il aggrave par son impéritie comme ce fut le cas le 17 octobre –, le gouvernement essaie de gagner du temps faute de vouloir en acheter par des concessions en espèces sonnantes et trébuchantes. Il se déclare douloureusement surpris par la violence des pillards alors que, dès les manifestations d'octobre 1998, on observait un usage irresponsable des armes par destination chez les jeunes venus de banlieues. Les émeutes de 2005 et de 2023 n'ont pas servi d'avertissement. On laisse se dégrader les situations, pour ensuite se plaindre des dégâts…

Au fil des manifestations et des violences urbaines, un gouvernement dépassé a tenté l'intimidation des lycéens (7 950 gardes à vue à la mi-octobre, dont 6 773 à l'encontre de mineurs) puis a misé sur le pourrissement sans que la période des vacances provoque la démobilisation espérée. Tardives, les négociations ont été menées par des ministres arrogants qui ont eu l'audace, le 26 octobre, de recevoir des influenceurs avant les délégués syndicaux. Promesse a été faite de remplacer Parcoursup en 2028, de réduire le nombre d'élèves par classe, de refondre les emplois du temps et de créer 15 000 places dans l'enseignement supérieur.

Début novembre, les blocages de lycées ont fortement baissé mais la mobilisation de rue reste très forte, en lien avec les syndicats reçus le 9 novembre par un gouvernement qui répète que les caisses sont vides. Voilà qui promet de nouvelles mobilisations massives – et pacifiques quand ce sont les syndicats qui prennent la direction du mouvement. ■

Dépenses publiques

Idées reçues et mensonges politiques

Derrière la rengaine d'un État dépensier, gangrené par *« le gâchis et la paresse de ses agents »*, et du *« gaspillage de l'argent public »*, la réalité est toute autre et invalide une fiction électoraliste et démagogique.

Le site Elucid (1) nous propose une enquête d'Olivier Berruyer démontant les mensonges fabriqués par la sphère néolibérale, notamment à droite.

Commençons par un état des lieux incontestable car mathématique : la protection sociale – c'est-à-dire les pensions de retraite, les indemnités maladie, les remboursements de soins, les allocations chômage, etc. – représente à elle seule environ 41 % de la dépense publique. La santé (principalement les hôpitaux) en constitue encore 16 %. Ainsi, près de 60 % de nos dépenses publiques servent à financer la protection sociale et le fonctionnement des hôpitaux. Les autres postes de dépenses comprennent l'éducation, la sécurité, la défense, les infrastructures, le service de la dette ou encore les aides économiques. Et, en ce qui concerne spécifiquement les dépenses de protection sociale à savoir l'assurance vieillesse, l'assurance maladie, l'assurance chômage, les allocations familiales et les allocations sociales, environ 80 % concernent uniquement les dépenses de retraite et de santé. Les autres prestations, souvent stigmatisées sous le terme d'« assistanat », forment une part bien plus modeste du total.

L'État-providence consacre donc plus de la moitié de ses ressources à payer des services ou prestations dont nous bénéficions tous au cours de la vie. Et c'est grâce à cela que la France affiche l'un des meilleurs taux de mortalité évitable au monde et une espérance de vie sur le podium européen, même si ces chiffres sont malheureusement en régression. Notre niveau élevé de dépense publique résulte donc d'abord



SOURCE : UNSPLASH. PHOTO : CLAUDIO SCHWARZ.

57 % de la dépense publique finance la protection sociale et le fonctionnement des hôpitaux.

d'un choix politique : celui de mieux soigner et de mieux protéger la population. Ces dépenses sociales de l'État-providence contribuent grandement à la prospérité générale car les fonds ainsi prélevés par l'impôt et les taxes sont redistribués et servent de carburant essentiel pour faire « tourner » la machine macroéconomique.

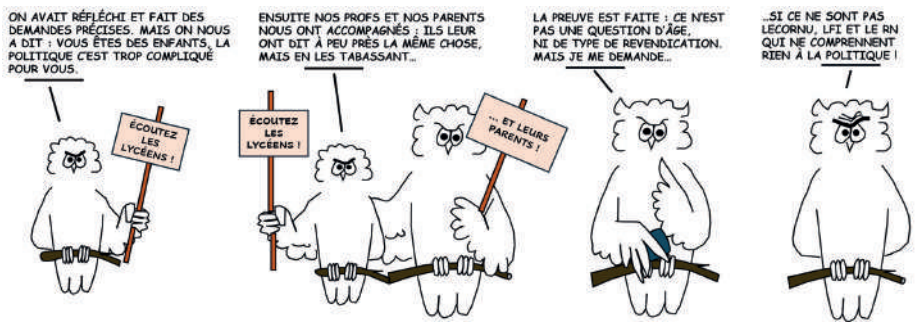
Cela montre que si la dépense publique a effectivement fortement augmenté, c'est pour mieux sortir la France du sous-développement de l'après-guerre en la dotant d'un système de protection sociale universel assurant la santé et la retraite de sa population tout en faisant fortement progresser son niveau de vie. Où est donc le « gaspillage » ?

Nous ne pouvons que vivement encourager nos lecteurs à prendre connaissance de cette enquête fouillée en laissant le dernier mot à l'enquêteur : *« Pendant ce temps, ceux qui profitent du système actuel en siphonnant les caisses de l'État sont précisément ceux qui dénoncent la "dépense publique" à longueur de journée pour justifier la casse du service public. Car les plus riches profitent doublement de cette situation : non seulement ils bénéficient des baisses d'impôts, mais, en parallèle, l'affaiblissement du secteur public ouvre de nouveaux marchés juteux au privé (cliniques, écoles, cabinets de conseil, etc.), ainsi que de juteuses opportunités de faire fructifier leur épargne grâce à la dette publique. Au final, les données confirment que l'argent public ne disparaît pas dans un trou noir : il profite largement à la société (pensions, soins, aides…) et, hélas, de plus en plus à une minorité privée. La vraie gabegie, ce sont les milliards d'euros de subventions et de cadeaux fiscaux accordés chaque année sans contrepartie, et qui n'améliorent ni les services ni la prospérité commune. »* ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) https://elucid.media/analyse-graphique/depenses-publiques-france

Sur le mur de Jean Chouan



DR.



Par Gaël Brustier

Souverainisme : trente ans de solitude

Avec cette chronique de Gaël Brustier, *Royaliste* ouvre un débat sur le souverainisme à la française. Au fil de nos prochains numéros, plusieurs témoins livreront leur témoignage et leur commentaire. Selon Gaël Brustier, *« ce mouvement composite qui a pris forme dans le sillage du référendum sur Maastricht du 20 septembre 1992, s'est toujours incarné dans des aventures personnelles, sans parvenir à constituer une force collective »*.

Le terme *« souverainisme »* est apparu en France dans la deuxième partie des années 1990, au moment précis où une partie des gaullistes hostiles à la monnaie unique et au traité d'Amsterdam ont cherché à se démarquer du RPR L'importation se fait notamment par l'intermédiaire de Philippe Rossillon et est largement mise en musique par William Abitbol, Florence Kuntz et Paul-Marie Coûteaux. Le terme s'implante, le grand public en entend parler pour la première fois chez Ardisson. En gros : rue de Lille au siège du RPR, on est « gaullistes » ; rue de Penthièvre dans la galaxie Demain la France, on est tendanciellement plus *« souverainistes »*. Ce n'est toutefois qu'à la fin de 1999 que le terme perce et qu'il apparaît sur les premiers tracts.

Cela fait presque trois décennies que le mouvement dit *« souverainiste », « républicain des deux rives »,* etc., vit dans un univers mental dominé par l'élection présidentielle ; cela ne tient en rien du hasard. C'est évidemment lié à la fétichisation de nos institutions : en effet, assez curieusement, l'opposant typique au système politique UE (issu, pour schématiser, de Maastricht) vénère la Ve République (ce qui peut se comprendre) mais ignore que, sans le régime de 1958, le traité de Rome n'aurait jamais été si bien mis en œuvre et que la *« transcroissance »* du modèle communautaire européen n'aurait probablement pas pu voir le jour. Les États ont été puissamment renforcés par la construction européenne et l'ont donc, jour après jour, édifiée. Sans s'apercevoir que celle-ci est le tombeau de leurs espérances politiques et le mouroir de la camaraderie et de l'engagement, le fétichisme pour la Ve République de bien des souverainistes rend leur critique trop peu ancrée dans le processus historique en cours. Pour preuve, les deux piliers de leurs analyses, issus du système de pensée westphalien, sont la géopolitique et le droit. Non que ces deux piliers soient inutiles mais ils sont devenus insuffisants.

Comment critiquer la construction européenne en s'en remettant au régime de la Ve République qui lui est, malgré les idées reçues, consubstantiel ? C'est là un paradoxe du souverainisme qui, parce qu'il refuse une critique globale de la construction européenne depuis les origines, succombe à la production ou l'entretien de mythes tels que *« l'Europe des nations »*. Quant à l'Europe des États, il faut convenir que, depuis le traité de Rome, ce sont bien les États qui font l'Europe. La raison fondamentale est que les cultures politiques qui devaient fonder le souverainisme français ont toujours été hostiles aux sciences sociales et, chemin faisant,... souvent même aux mouvements sociaux, entraînant l'asphyxie de ce milieu.

Qui a vécu la campagne de 2002, pourtant préparée largement en amont, agglomérant avec plus ou moins de succès mouvements et personnalités des deux rives, sait ce qu'une campagne signifie en termes de temps, d'énergie, d'illusions et de déceptions. Pour le dire crûment : pas d'argent, pas de campagne. À quoi on peut ajouter que, sans un matelas de maires sûrs et de surcroît (et avant tout) sans contre-culture commune au noyau d'électeurs convoités, la parade électorale tourne avec certitude au fiasco. S'il n'y a pas de stratégie collective, c'est parce que le milieu souverainiste est ultra-individualiste, depuis les origines. En ce sens, le souverainisme est totalement semblable à feu le *« gaullisme de gauche »*, abonné aux 1 % des suffrages. La somme des intelligences individuelles ne fait pas une intelligence collective.

Le macronisme, sorte de syncrétisme étrange entre la passion *« statolâtre »* et une continuelle et intéressée passion pour le marché, a procuré au *« souverainisme de gauche »* un protocole compassionnel avant liquidation. On l'a vu avec Jean-Pierre Chevènement ; le macronisme a représenté une force très attractive parce que dépassant le clivage PS-UMP. Ce fut le cas mais en désintégrant le et la politique, en subvertissant à mauvais escient les clivages partisans et en faisant avancer une dépolitisation vécue comme agressive par la population. C'est le paradoxe fondamental du chevènementisme que d'avoir voulu renouveler une forme de gaullisme socialisant et autogestionnaire en s'abandonnant finalement au songe macronien. Une forme de persistance rétinienne sur la capacité du régime à produire une stratégie pour la nation les fait osciller entre l'espoir de « peser de l'extérieur » et des menées critiques plus radicales.

Ensuite parce que s'ils sont tous les enfants des 49 % du référendum du 20 septembre 1992, les analyses convergentes de l'UE et le manque de culture politique *« souverainiste »,* d'*affectio societatis*, se font cruellement sentir. Un soulèvement électoral suppose une patiente œuvre de construction d'une contre-culture et des fondations d'une contre-société. Or, de contre-culture, il ne fut jamais question : les élites polico-administratives autonomisées sont plus l'objet des attentions énamourées des *« républicains des deux rives »* que la construction d'un peuple souverainiste.

Le discours *« souverainiste »* aujourd'hui n'est pas, paradoxalement, le parti des Politiques cher aux lecteurs de ces pages. C'est une simple variante du parti de l'ordre qui accomplit de sobres variations sur l'ensemble des idées reçues du temps. Le verbalisme républicain lui sert de viatique, c'est un césarisme discursif qui s'abandonne à toutes les banalités du temps présent, c'est-à-dire à des mots qu'on vide de leur substance pour mieux les faire accepter comme résolvant les contradictions de la société. Ce qui relevait du sens commun « gramscien » d'hier, les termes laïcité, intégration, État stratège, voire transmission, école, etc. sont devenus des balles à blanc, un moulin à prières vide et une litanie de honteuses et impuissantes incantations. Une stratégie discursive doit faire vivre les clivages – surtout quand on est minoritaire – non les anesthésier. Ainsi, élément croupion d'un parti de l'ordre plongé dans le chaos, volontairement ou non, mais surtout à gauche, les souverainistes se sont rendus inaudibles au point de laisser le *Frexit* devenir le seul élément discursif clivant.

Enfin, parce qu'en cédant à la *« statolâtrie »*, à la rengaine sommaire ou vécue comme telle du *« oui monsieur le président, oui patron, oui monsieur le préfet »,* les *« souverainistes »* ou *« nationaux-républicains »* se sont faits adjuvants, adjudants et supplétifs de l'ordre des choses. Ordre, autorité, néant. On a le droit de faire preuve de nostalgie mais pas de manquer de stratégie. C'est un problème récurrent depuis trente ans. ■



PHOTO : OIF, WIKIPÉDIA, SITES DES CANDIDATS (MONTAGE NAR).

Quatre candidats au poste de secrétaire général de l'OIF : Louise Mushikiwabo, Juliana Amato Lumumba, Dacian Cioloș et Coumba Bâ.

Sommet de la francophonie

Orages à Phnom Penh ?

par Marc Favre d'Échallens.

Quatre candidats, quatre visions : l'élection au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) met en jeu les orientations de la francophonie au cœur du 20e sommet, réuni les 15 et 16 novembre dans la capitale du Cambodge.

« *Réinvestir dans la paix pour une prospérité partagée et une stabilité durable* » : le thème de ce 20e sommet reprend l'orientation soutenue par les grands contributeurs de la francophonie institutionnelle. La défense de la langue n'y apparaît plus que comme un pilier parmi d'autres. Au-delà du choix à la tête de l'organisation internationale, c'est la conception même du rôle de l'OIF qui pourrait cristalliser les tensions. Louise Mushikiwabo dirige cette instance depuis huit ans et brigue un troisième mandat.

Une puissance sous-estimée. – L'organisation regroupe 90 pays dont 53 (trois pays du Sahel ont quitté l'OIF depuis 2025) de plein droit (ayant droit de vote). Ces pays ou entités géopolitiques représentent 17 % de la population mondiale, près de 400 millions de francophones sans compter les 100 millions d'apprenants.

La question du nombre de francophones fait débat. L'OIF a une définition étroite : un francophone est un locuteur capable de tenir une conversation en français. Cette définition semble simple mais ne recouvre pas des situations réelles dans lesquelles la population vit au quotidien au moins partiellement avec la langue française, notamment dans les pays où le français est présent au côté de langues locales. Ainsi, des évaluations supérieures, de l'ordre de 600 millions de personnes, apparaissent en intégrant la réalité économique ou géopolitique.

Le conflit entre la RDC et le Rwanda ainsi que la présence russe en Afrique francophone fragilisent le consensus habituel au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie pour la désignation du secrétaire général.

Ainsi, la République démocratique du Congo (RDC, Congo Kinshasa), pays de la principale concurrente de Louise Mushikiwabo, compte 117 millions d'habitants et sa capitale, Kinshasa, est la plus grande ville francophone du monde. Selon l'OIF, seuls 60 millions (51 %) sont considérés comme francophones ! Or, la réalité de la RDC est bien de 117 millions d'habitants coudoyant le français et baignant en permanence dans la langue française.

Même sans cette notion dynamique, la francophonie pourrait atteindre 700 millions de locuteurs d'ici à 2050.

À souligner également : 20 % des échanges économiques internationaux se font en français, représentant plus de 15 % du revenu brut mondial en 2024. En termes de croissance économique, l'Afrique francophone subsaharienne dépassait l'Afrique anglophone en 2025 pour la 12e année consécutive. (1)

Le budget de l'OIF s'élève à 67,8 millions d'euros (0,17 € par francophone !) pour 2026 au titre des contributions statutaires obligatoires et volontaires (via le financement du Fonds multilatéral unique) et montre un déséquilibre historique entre les pays du Nord (2) (85 % des financements dont 41 % pour la France) et ceux du Sud. Ce budget est consacré à 70 % aux 20 projets de l'OIF décidés au sommet de Villers-Cotterêts en 2024. Les 30 % restants couvrent le fonctionnement et la gouvernance.

Quatre visions en concurrence. – C'est sur ce programme de *« Francophonie des affaires »* avec ses outils médiatiques (villages, forums comme FrancoTech) et son cadrage budgétaire renforcé que Louise Mushikiwabo compte se faire réélire. Toutefois, cette politique s'est apparentée à du *« bavardage numérique »*, pour reprendre une expression devenue courante. Les résultats dans les pays francophones se font attendre. La lutte contre les actions de désinformation (faux sites, infox) menées par la Russie est engagée.

L'opposition vient de Juliana Amato Lumumba, du Congo-Kinshasa, au nom symbolique. Elle prône une *« Francophonie des peuples »*. Elle souhaite une action ▸

axée sur les financements directs pour les écoles primaires et l'alphabétisation du plus grand nombre, faute de quoi les 700 millions de francophones (autour de 70 % en Afrique) espérés en 2050 se seront évanouis dans les rêves d'une Francophonie illusoire au profit des langues locales ou de l'anglais.

Son projet : moins de dépenses de prestige, moins d'élites, une langue française des masses, des obligations de résultat et une diplomatie moins institutionnelle. Mais ses liens universitaires avec la Russie sont-ils le signe d'une instrumentalisation ou les prémices d'une diplomatie multipolaire ?

Les deux autres candidats ont une approche plus classique. Coumba Bâ (Mauritanie) mise sur une alliance entre le français et les langues locales afin que le français se défasse de sa parure trop institutionnelle. Dacian Cioloș (Roumanie) met en avant l'écologie et le renforcement du français comme langue internationale.

Le soutien français à la candidate sortante. – Louise Mushikiwabo, ancienne ministre rwandaise, en poste depuis janvier 2019, est soutenue par la France. Le président Macron croit devoir soutenir le Rwanda pour des intérêts économiques mais aussi diplomatiques et historiques liés au rôle joué en 1994 par l'armée française dans la région des Grands Lacs d'Afrique de l'Est. La politique des *mea culpa* impulsifs, chère au président Macron, ne donne jamais de bons résultats.

Cette position permet au Rwanda d'avoir une influence sur l'OIF alors que l'anglais a remplacé le français en 2008 comme langue obligatoire d'étude du primaire à l'université tout en restant l'une des quatre langues officielles. Le français a été récemment réintroduit comme simple langue vivante. Le Rwanda est membre du Commonwealth (3) depuis 2009.

Cet appui au Rwanda est un point de friction avec le Congo-Kinshasa qui subit les interventions militaires du Rwanda par le truchement de factions armées (M23) aux fins de contrôler les richesses minières du Congo. La France et l'Union européenne ferment les yeux sur cette situation afin de sécuriser leurs approvisionnements en métaux rares.

Ce conflit ainsi que la présence russe en Afrique francophone fragilisent le consensus habituel au sein de l'organisation pour la désignation du secrétaire général ; le vote à bulletin secret pourrait être utilisé pour la première fois.

L'avenir de la Francophonie semble prometteur ; encore faut-il que l'Élysée cesse les comportements irréfléchis. Les fins de règne ont parfois du bon ! ■

(1) https ://www.africapresse.paris/Ilyes-ZOUARI-President-du-CERMF-En-2025-l-Afrique-subsaharienne-francophone-est

(2) Pays du Nord : Canada fédéral, Fédération Wallonie-Bruxelles, France et Québec.

(3) Le Rwanda a bénéficié de la présidence exécutive du Commonwealth de 2022 à 2024.

Réarmement

Trop peu, trop tard ?

Le budget 2027 semble tenir les promesses de la loi de programmation militaire (LPM). Mais le citoyen engagé demande : serions-nous prêts, sachant que l'échéance ne dépend pas de nous mais de l'agresseur potentiel ?

Notre budget militaire aurait doublé. Le gouvernement s'en vante assez. Le groupe MARS, composé d'experts de haut niveau, a récemment relevé le biais comptable. Le financement des opérations extérieures et l'assistance à l'Ukraine ne sont plus reversés au budget de la défense en cours d'année ; l'augmentation du budget de la défense ne serait ainsi que de 50 % depuis 2017, une croissance nette de 3,5 % par an. Pas de quoi pavoiser !

17,5 M€ de commandes en neuf mois. – Il faut pourtant changer de modèle. La commande de Rafale, onze par an, avait autrefois été calibrée pour assurer la survie de la chaîne de production. Il faut maintenant répondre à des commandes de 208 avions, dont 163 pour l'exportation. L'objectif de l'Armée de l'air et de l'espace (AAE) est de passer, d'ici à 2035, de 185 à 225 Rafale.

Le combat asymétrique impliquait une décision tactique rapide économe en munitions et en matériel, dont le remplacement naturel absorbait les besoins. Apparurent pourtant des dépendances, notamment en matière de munitions de petit calibre. Dans un conflit de haute intensité, il faudrait entretenir sur une période longue une consommation rapide de munitions et remplacer les matériels détruits.

L'exécution de la loi de programmation semble conforme. En 2026, l'Armée de terre devrait recevoir 242 véhicules du programme Scorpion, 21 chars Leclerc modernisés, 4 hélicoptères NH90 de transport ; la Marine son quatrième sous-marin nucléaire d'attaque, un troisième avion de patrouille maritime Albatros ; et le programme de modernisation des avions Atlantique 2 devrait également s'achever.

Les neuf premiers mois de 2026 ont connu 17,5 milliards d'euros de commandes de la direction générale de l'Armement (DGA), contre 12,8 milliards d'euros pour la même période de 2025.

La guerre en Ukraine structure la réflexion des états-majors et l'activité des industriels. Elle constitue pour ceux-ci un banc d'essai.

L'industrie militaire boostée. – Les entreprises françaises montent en puissance. Safran compte doubler son chiffre d'affaires militaire d'ici à 2030. Sa branche électronique et défense vise un chiffre d'affaires de cinq milliards dès cette année. Sa branche propulsion tirera parti du doublement de la production du moteur du Rafale, mais aussi des commandes de turbines d'hélicoptères, et de leurs retombées en matière de maintenance.

La guerre en Ukraine structure la réflexion des états-majors et l'activité des industriels. Elle constitue pour ceux-ci un banc d'essai. Souvenons-nous que les commandes du gouvernement français au début de la Seconde Guerre mondiale et leurs *« primes d'accélération »* avaient joué un rôle déterminant dans la montée en capacité de l'industrie aéronautique des États-Unis. De ce point de vue, les politiques qui promettent l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine sont aussi irresponsables en matière militaire qu'en matière économique. ▶



EUROPLASMA GROUP.

▲ **Les Forges de Tarbes, producteur de corps d'obus de 155, ont été placées en redressement judiciaire le 26 octobre.**

Grands programmes et microprogrammes. – Nous avons des programmes majeurs, avions de combat, chars ou bâtiments de guerre, qui dureront des décennies, et des matériels et des techniques dont l'obsolescence se mesure en mois, comme les drones. Sur le premier segment, la qualité est au rendez-vous, pas la quantité. Surtout si l'on sait que ces matériels ne se remplacent pas en quelques mois. Saluons l'initiative de la Marine qui étudie la possibilité de conserver le *Charles-de-Gaulle* au-delà de l'arrivée de son successeur. Sur le second segment, il faudra un effort soutenu, la cadence des productions est plus importante que le stock. L'industrie ukrainienne est un partenaire tout indiqué.

Fragilités et incertitude financière. – Le réseau de fournisseurs et sous-traitants et son appareil de production restent fragiles, comme le montre le placement en redressement judiciaire, le 26 octobre, des Forges de Tarbes (filiale du groupe Europlama), seul producteur français de corps d'obus de 155. Le management a été insuffisant, la surveillance de l'État également. Nous payons des décennies de négligence, et la sous-capitalisation des entreprises françaises.

Le fonds dédié de la Banque publique d'investissement (BPI) devrait contribuer à y remédier – n'était que les conditions offertes (pas de garantie de rentabilité, pas de revenus pendant des années) s'apparentent à un véritable impôt sur le patriotisme. Sans parler du risque majeur qu'entraîne la situation catastrophique de nos finances, qui nous met dans la main de l'étranger. Le délégué général pour l'armement déclarait récemment : *« Si le budget 2027 n'est pas voté, notre réarmement relèvera de la science-fiction. »*

Et après ? – La loi de programmation est largement un « coup parti » ; espérons qu'une attaque brusquée ne prendrait pas les démocraties d'Europe au dépourvu. Une vision optimiste serait qu'elle soit la première marche d'un projet plus ambitieux, touchant le format des forces, protégeant le territoire et nous permettant de jouer un rôle majeur. Un critère de choix entre les candidats qui prétendent prendre en main la destinée de notre pays. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

Sur le front paysan

Négociations sous pression

Un mois avant le début officiel des négociations annuelles entre les grandes enseignes et leurs fournisseurs de grandes marques pour 2027, la situation reste tendue entre les différents maillons de la filière alimentaire. Mais aussi entre la grande distribution et le gouvernement. Convoquées le 2 novembre à Bercy, comme les syndicats agricoles et les fédérations de l'agroalimentaire, par le ministre du Pouvoir d'achat et des PME, Serge Papin, et la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, pour une réunion de préparation à ces négociations, les grandes enseignes n'ont pas répondu à l'invitation.

La Fédération du commerce et de la distribution (FCD, qui regroupe notamment E.Leclerc, Carrefour, Intermarché) a en effet décidé de boycotter cette réunion en mettant la pression sur l'industrie agroalimentaire sous prétexte de défendre le revenu des agriculteurs, ce qui part d'un bon sentiment. Évidemment, industrie et distribution se renvoient la balle car elles veulent conserver leurs marges respectives et les supermarchés mettent en avant les dégradations et pillage subis par les commerçants depuis le 17 octobre.

La FCD réclame une transparence sur les prix payés aux agriculteurs, ce qui va dans le bon sens, mais également une distinction entre les PME et les groupes industriels de l'agroalimentaire dans le cadre de ces négociations, ce qui est effectivement nécessaire. Il reste que le meilleur service à rendre aux agriculteurs est de se mettre d'accord sur des prix d'achat économiquement viables, qui leur permettront d'aborder plus sereinement une année 2027 qui sera déterminante en matière de trésorerie pour beaucoup d'exploitations.

Cette réunion du 2 novembre à Bercy n'a débouché sur aucun accord entre les acteurs de la filière, en l'absence de la grande distribution. Le gouvernement a demandé que les éventuelles hausses de prix bénéficient prioritairement aux agriculteurs et aux PME, et annoncé un nouveau rendez-vous fin novembre ou début décembre. Il a également rappelé le calendrier différencié prévu pour les plus petits fournisseurs, sans céder aux exigences de transparence supplémentaires de la FCD.

Dans une déclaration commune publiée après la rencontre, l'Ania, La Coopération agricole, l'Ilec et la FNSEA ont déploré *« le refus de participation »* de la grande distribution, souligné *« l'urgence de la situation agricole et agroalimentaire »* et demandé que la hausse des coûts de production soit prise en compte. Ils ont appelé à *« la responsabilité collective »*.

Par ailleurs, le cabinet de Serge Papin a qualifié l'absence de la distribution de *« décevante au regard des enjeux »*. Celui d'Annie Genevard a également dénoncé la *« politique de la chaise vide »*. Enfin, le soir même sur RTL, Michel-Édouard Leclerc a déclaré aborder les négociations avec *« une vraie volonté de* fighter *[…] les grands industriels »*. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine de l'Économie

■ **Salaires. –** Le 5 novembre, avant le succès des manifestations du jour, l'intersyndicale réunissant la CFDT, la CGT, FO, la FSU et l'UNSA a demandé l'ouverture de négociations en vue d'augmenter les salaires, ainsi que l'augmentation des pensions des retraités, l'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, l'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales.

Face à l'appauvrissement d'une partie de la population, que vient aggraver l'inflation, toutes ces revendications sont pleinement justifiées.

Encore faudrait-il que les directions syndicales prennent acte puis tirent les conséquences d'une logique qu'elles refusent de prendre en considération depuis 25 ans : la « monnaie unique » interdit les dévaluations monétaires, qui sont remplacées par une constante dévaluation des salaires au nom de la *« compétitivité »* et de *« l'attractivité »*.

■ **Pauvreté. –** Publié le 4 novembre, le baromètre du *Pacte du pouvoir de vivre et de la Fondation Jean-Jaurès* établit qu'une personne interrogée sur deux dit manquer des ressources nécessaires pour vivre dignement, qu'elle a renoncé à acheter des aliments de bonne qualité au cours des six derniers mois et n'a pas pu répondre aux choix de scolarité ou de formation des enfants.

■ **Kaliningrad. –** Le 29 octobre à Svetlogorsk, dans la région (oblast) de Kaliningrad, une délégation russe et une délégation d'entrepreneurs allemands ont confronté leurs analyses sur l'évolution économique de leurs pays respectifs. De nombreuses entreprises allemandes, petites et grandes, souhaitent s'installer dans l'oblast ; la délégation allemande a souligné la *« fatigue des sanctions »* et exprimé le vœu d'une reprise des relations économiques germano-russes.

Le chef de la délégation allemande s'est même livré à une violente critique de la politique étrangère, *« infantile »*, du gouvernement de son pays, et de la bureaucratie européiste. Bruxelles devrait s'interroger sur ces craquements derrière la façade de l'unanimité antirusse.

YVES LANDÉVENNEC.





SOURCE : CHAÎNE BANDEIRANTES. CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE.

▲ **Flávio Bolsonaro et Luiz Inácio Lula, lors de leur premier face-à-face de l'élection présidentielle 2026.**

Chronique internationale

Brésil : la vie devant soi

par Yves La Marck.

Lula a été rattrapé par le Brésil. Il aurait pu jouer un premier rôle à l'international. Son parti n'est pas majoritaire dans son propre pays : sa succession est ouverte. Il n'est pas sûr qu'il puisse s'opposer à la « doctrine Donroe » : le Brésil est une exception dans son hémisphère.

Lula était donné pour battu. Sa réélection, le 25 octobre 2026, a surpris. Mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Élu sur le fil il y a quatre ans, il n'a pu s'opposer à la droitisation de l'hémisphère sud. Depuis l'Argentine dès 2023 jusqu'à la Colombie en juillet, toutes les élections depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, soit sept d'affilée, ont donné la victoire à la droite ou à l'extrême droite.

La dynamique économique libertarienne de Javier Milei, en Argentine, et le modèle sécuritaire pénitentiaire de Nayib Bukele, au Salvador, ont attiré plus que la social-démocratie brésilienne à la Luiz Inácio Lula. Au Pérou ou en Équateur, les grandes entreprises brésiliennes, Odebrecht pour les travaux publics, Petrobras pour l'énergie, ont été ciblées comme corrupteurs du monde politique. Les forces de l'ONU sous commandement brésilien ont échoué à Haïti. Lula n'a pas réagi fermement à l'éviction de Maduro au Venezuela en janvier dernier. Il n'a pas fait un geste pour aider Cuba sous blocus américain.

À partir de là, tout était permis à Trump. Pourquoi un commando venu de Floride n'a-t-il pas encore libéré l'ex-président Jair Bolsonaro de la prison où il purge vingt-sept ans de réclusion pour tentative de coup d'État directement inspiré de la mise à sac du Capitole le 6 janvier 2021 ? Hypothèse exclue dans la mesure où chacun anticipait la victoire de son fils et donc, dans la foulée, sa grâce. Elle redevient aujourd'hui une sérieuse probabilité.

Lula s'est représenté en 2026 pour un quatrième mandat en dépit de son âge (il a eu 81 ans le 27 octobre) parce qu'il était entendu qu'il était le seul à pouvoir battre l'extrême droite sur son seul nom.

Lula mondialisé. – Bloqué dans son environnement naturel, contraint par la faiblesse de ses partisans au Congrès, Lula jouait sa dernière carte à l'international. Le *« Sud global »* cherche un dirigeant charismatique, expérimenté, transversal. Le Brésilien était un candidat idéal, de préférence à l'Indien Modi. Battu, il aurait encore été le préféré pour la succession de son co-locuteur lusophone, le Portugais António Guterres, au secrétariat général de l'ONU où l'on continue de chercher un Sud-Américain ou une Sud-Américaine, en vertu d'une règle non écrite d'alternance géographique (l'ex-vice présidente du Costa Rica tient le fil pour le moment mais rien n'est joué).

Lula fut à l'origine des BRICS aux côtés de l'Inde, la Chine et la Russie. Lui battu, son remplaçant eût tôt fait de s'en dissocier, laissant les RICS s'étioler. L'Argentine avait fait de même, Javier Milei ayant, dès son élection, refusé d'honorer l'adhésion signée par son prédécesseur. L'idée de Lula était de monter en gamme une alternative au Conseil de sécurité de l'ONU où le plus grand pays du continent prétend vainement à un siège permanent, en comptant s'affirmer au sein du G20 où le Brésil se retrouve encore face à l'Argentine. Là où le Brésil est en position de force, depuis les origines (Rio 1992) jusqu'à Belem (COP30 en novembre 2025), c'est sur le plan de l'environnement, grâce à l'immense bassin amazonien.

Le microcosme brésilien. – Or c'est la réserve électorale de Luiz Inácio, en comptant le Sertão attenant, les provinces les plus pauvres du Nordeste. La coupure géographique est nette avec le sud majoritairement à droite. Structurellement, au plan national, la gauche et le Parti des travailleurs (PT) sont minoritaires. La *remontada* de Lula au second tour tient à sa personne.

Le *« lulisme »* n'est pas voué à lui survivre. Ses dauphins successifs, Dilma Rousseff, Fernando Haddad, Marina Silva, ni aujourd'hui Geraldo Alckmin son vice-président de centre-gauche (Parti socialiste brésilien, PSB), 74 ans, ne sont de taille à se faire élire seuls. Lula s'est représenté pour un quatrième mandat en dépit de son âge (81 ans le 27 octobre) parce qu'il était entendu qu'il était le seul à pouvoir battre l'extrême droite sur son seul nom.

Pour le *« bolsonarisme »*, c'est l'inverse. Jair, Flávio, ou les autres membres du clan élus au Congrès, son épouse, son frère, un autre fils, le prénom compte peu. Flávio était sans doute le seul qui pût perdre sur son nom, tant la vague anti-PT, le fonds conservateur-libéral, a des racines profondes à travers le pays. Il ressurgira sous d'autres noms.

L'exception brésilienne. – Le Brésil, au sud, est contraint de cohabiter avec l'éternel voisinage du rival argentin. Javier Milei n'était peut-être pas le meilleur atout de Flávio Bolsonaro qu'il était venu soutenir spectaculairement en juillet. Mais, en toute conjoncture, les deux pays et leurs classes politiques sont voués à s'entendre. Ce fut le cas des régimes militaires, puis de Lula avec Fernández, le prédécesseur de Milei. Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay sont liés, gardons-nous de l'oublier, au sein du Mercosur. Ils étaient solidaires, le 17 janvier à Asuncion, pour la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Brasilia a renouvelé son soutien à Buenos Aires dans la revendication argentine sur les Malouines (Falklands). Le Pentagone se repositionnerait aussi sur le sujet, ne serait-ce que pour utiliser cette carte contre Londres (notamment comme monnaie d'échange sur l'archipel des Chagos en océan Indien).

Le secrétaire d'État Marco Rubio, d'origine cubaine, se démène sans compter pour imposer la doctrine « Donroe », compromis entre Donald et Monroe, du nom du secrétaire d'État qui, en 1825, à la faveur des indépendances vis-à-vis de l'Empire espagnol, a contré toute intervention européenne dans l'hémisphère sud. Le 7 mars, il a présidé au lancement du « Bouclier des Amériques » auquel 19 pays adhèrent à ce jour.

Le modèle Bukele. – La lutte anti-narco est à la base d'un projet plus ambitieux. L'homme-clé n'est pas l'économiste Javier Milei mais le président du Salvador, Nayib Bukele, élu en 2019, réélu avec 85 % des voix en 2024. Avec six millions d'habitants sur un territoire égal au Massachusetts, le pays détient le record mondial d'incarcérations (par habitant). Grâce à sa politique pénitentiaire massive, le pays le plus criminalisé d'Amérique centrale est devenu le plus sûr de l'hémisphère occidental.

Les responsables des pays latino-américains, élus ou candidats, comme Flávio Bolsonaro, s'y succèdent et s'en inspirent, comme du programme sécuritaire proposé par celui-ci au Brésil dont la criminalité est la plus élevée. À la demande de Trump, Bukele avait accepté d'incarcérer des déportés des États-Unis pour lutter contre l'immigration clandestine. Son pays a rejoint la force de stabilisation des Nations unies en Haïti aux mains des gangs. Bukele vient d'y envoyer 2 000 hommes supplémentaires à la suite de l'enlèvement de quatre coopérants militaires salvadoriens.

Le périple de Léon XIV. – Le pape François, Jorge Bergoglio, archevêque de Buenos Aires, n'était jamais retourné en Argentine de tout son pontificat (2018-2025). Il avait consacré un synode spécial, en 2019, à l'Amazonie pour reconquérir la présence catholique sur le déclin dans les régions amérindiennes. Il entretenait de piètres relations avec les prédécesseurs de Milei et avait subi les insultes de ce dernier avant que celui-ci ne se repente. Son successeur, de nationalité américaine, revient dès la deuxième année de son pontificat sur les terres péruviennes où Robert Prevost fut missionnaire (1985-1999) puis évêque de Chiclayo (2014-2023), dans le nord déshérité, ayant adopté la nationalité du Pérou.

Du 6 au 17 novembre, il rencontrera certes Javier Milei à Buenos Aires, puis à Lima, Keiko Fujimori, élue après maints échecs, fille de son père Alberto, président autoritaire (1990-2000) puis condamné et emprisonné. Que retiendra Léon XIV de son expérience américaine, nord et sud ? Lui auquel Trump s'était affronté sur le sujet de l'immigration, sera-t-il soupçonné de vouloir chasser sur ses terres, dans son arrière-cour à laquelle seul Lula se refuse ? Y aura-t-il une sorte d'alliance entre ces deux figures charismatiques, un rebond d'empathie catholique, une dernière chance de troisième voie ? Les enjeux sont différents mais pas moindres qu'au temps de Jean-Paul II et de « *la théologie de la libération* ». ■

Serbie

La fin de l'ère Vučić ?

Battu aux élections législatives serbes du 25 octobre, l'ancien président de la République voit son avenir politique hypothéqué. Quelles perspectives s'ouvrent désormais pour la Serbie ?

Les élections législatives anticipées du 25 octobre 2026 ouvrent une nouvelle séquence politique. Le président de la République, Aleksandar Vučić, qui avait démissionné le 27 juin 2026 pour diriger la campagne de son parti (Serbie unie), avait fait de ce scrutin un référendum sur sa personne. Pari perdu puisque son parti a été défait. *Studentska lista – Studenti pobeđuju* (la Liste étudiante), principale liste d'opposition (1), obtient 140 des 250 sièges qui composent l'Assemblée nationale serbe ; les candidats de Serbie unie n'en obtenant que 104.

Le désaveu de l'équipe sortante est d'autant plus flagrant que le taux de participation est élevé, 69,3 %, et en progression par rapport à 2023 où 58,8 % des électeurs s'étaient déplacés. Aucune des 14 autres listes n'obtient le moindre siège, à l'exception de celles des minorités qui ne sont pas soumises au seuil des 3 % nécessaires pour entrer au Parlement. Sept députés représenteront les minorités nationales.

Le soir même, le leader de Serbie unie a reconnu sa défaite. Aleksandar Vučilć avait engagé tout son crédit politique dans cette bataille électorale, démissionnant de la présidence de la République pour faire campagne et briguer à nouveau le poste de Premier ministre. Rien ne dit cependant que cet échec marque la fin de son engagement politique. En effet, son parti a recueilli plus de 36 % des suffrages exprimés. Les vainqueurs du scrutin ont réalisé le plus facile : faire tomber Vučić. Il leur reste à transformer leur mobilisation en ▸



SOURCE : INSTAGRAM CAPTURE D'ÉCRAN N1SRBIJA.

▲ Les militants de la Liste étudiante à l'heure de la proclamation des résultats, le 25 octobre.

programme de gouvernement.

Cette alternance montre qu'une victoire de l'opposition restait possible par les urnes. Elle ne suffit pas à effacer les atteintes au pluralisme et à l'indépendance des institutions reprochées au pouvoir sortant. Ce qui s'est passé en Serbie rappelle ce qui s'est passé en Hongrie. Il ne s'agit nullement par là même de réhabiliter ces modes de gouvernement, mais d'appeler à dépasser l'opposition binaire démocratie/totalitarisme ou dictature.

Les instances européennes se réjouissent de la victoire de l'opposition. Reste qu'il sera intéressant de voir ce que fera la nouvelle équipe dirigeante, par exemple sur la question du Kosovo. Durant la campagne électorale plusieurs cadres de la liste étudiante se sont déplacés dans la partie serbe du Kosovo pour rassurer les populations locales.

Va-t-on vers une reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne ? Les nouveaux dirigeants affichent une autre priorité : combattre la corruption, rompre les liens entre pouvoir et milieux criminels et soustraire l'administration comme l'économie à l'emprise des proches d'Aleksandar Vučić. L'ampleur de la tâche invite à la prudence quant aux perspectives de la Serbie. ■

MARC SÉVRIEN.

(1) Cette équipe est issue de la contestation étudiante, née en 2024 contre la corruption de l'État, et regroupe des étudiants, des universitaires et des représentants de la société civile au-delà des affiliations partisanes.

Voix étrangères

Le djinn surgi des urnes

L'éditorialiste du quotidien francophone libanais *L'Orient-Le Jour,* sous le titre « Le djinn surgi des urnes », se demande bien ce qu'il va advenir des dix-neuf députés élus sur les listes arabes lors des élections législatives israéliennes du 27 octobre (sur un total de 120, la majorité étant de 61). La surprise est certes venue de l'échec de l'opposition (48 sièges) et de la résistance de Bibi Netanyahou (53 sièges). Celui-ci se revendique d'une nette majorité au sein de l'électorat juif, mais insuffisante pour contrebalancer le vote arabe, qui constitue 20 % de l'électorat israélien total.

D'habitude, les Arabes israéliens ne se précipitent pas autant aux urnes. Une fois sur deux, ils en ont été découragés. Cette fois encore on avait simplement oublié leur vote, à commencer par les sondeurs qui donnaient l'opposition gagnante. Ils se sont spectaculairement rappelés à l'attention comme « Israéliens », pas seulement comme « Arabes » éponymes ou « Palestiniens en Israël ».


L'Orient-Le Jour

Nouvelles bases, routes, check-points : comment Israël s'implante militairement au Liban-Sud

Sandrine Bonnaire à « L'OLJ » : Je ne veux pas que l'homme qui m'a fait du mal finisse ses jours peinard

Le djinn surgi des urnes

Ultimatum à Téhéran, menace de sanctions à Beyrouth

Les partis arabes, faiseurs de majorité mais partenaires indésirables

Le premier soin de Netanyahou est de tenter d'empêcher son rival Gadi Eisenkot de prendre langue avec eux. Le parti Ra'am, proche des Frères musulmans, est accusé d'ingérences étrangères ciblant le Qatar. Même le plus familier des partis d'opposition, membre pendant dix-huit mois du cabinet de Naftali Bennett (2021-2022), aujourd'hui allié d'Eisenkot, est diabolisé. Ses huit sièges ne seraient pas suffisants. Eisenkot pose quatre conditions à une alliance avec les partis arabes : la reconnaissance de *« l'État-nation du peuple juif »* voté en 2018, l'adhésion aux valeurs de la Déclaration d'indépendance de 1948, la conscription universelle (arabes et étudiants talmudistes en sont dispensés), enfin la qualification du Hamas comme groupe terroriste. Ra'am n'a pas pu s'engager sur le dernier point. La liste jointe, d'orientation laïque, composée de trois partis, nationaliste palestinien, socialiste et communiste, et de 11 sièges, délibère.

Eisenkot, sans les partis arabes, est condamné à s'entendre avec Netanyahou. Trump y pousse. Il a convié les deux hommes à sa résidence de Mar-a-Lago. L'idée d'une rotation, déjà essayée entre Peres et Shamir entre 1984 et 1988, revient sur le tapis : deux ans chacun son tour. En 2028, avant le départ de Trump, Netanyahou pourrait même sauter du poste de Premier ministre à celui de président de la République qui sera vacant et garantirait son immunité.

Trump et Netanyahou disposent d'un excellent argument : la guerre avec l'Iran, qui obligerait évidemment à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Eisenkot avait servi au cabinet de guerre restreint après le 7 octobre 2023. *L'Orient-Le Jour* en conclut : *« Trump a sauvé Bibi. »* ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **USA. –** Lors des élections de mi-mandat (Midterms), le président Trump a perdu sa majorité dans les deux chambres du Congrès, à l'issue du scrutin du 3 novembre. Les Démocrates ont remporté au moins 253 sièges à la Chambre des représentants et 54 au Sénat, selon les résultats encore partiels publiés le 6 novembre. Ils prendront leurs fonctions en janvier 2027.

■ **Bulgarie –** Iliana Iotova s'est imposée, dimanche 1er novembre, lors du second tour de l'élection présidentielle. La candidate indépendante, favorable à une politique de dialogue avec la Russie, a rassemblé 57,6 % des suffrages, battant sèchement son rival pro-européen Andreï Guiourov (39,5 %). Élue sur la promesse de s'attaquer à la hausse des inégalités, elle pourra s'appuyer sur ses alliés du Parti progressiste, majoritaires au Parlement.

■ **Canada. –** Le 5 novembre, le gouvernement de Mark Carney a présenté devant la Chambre des communes son budget pour l'année 2027. Le projet, qui porte l'intitulé *Maîtres chez nous,* vise expressément à réduire la dépendance de l'économie canadienne à celle du voisin étatsunien. Budget peu social ; le ministre fédéral des Finances l'a présenté comme *« axé sur les entrepreneurs […] pour les innovateurs […], pour les créateurs ».*

■ **Indonésie. –** À l'appel d'étudiants et d'activistes écologistes, des milliers de personnes manifestent dans une vingtaine de villes depuis la fin du mois d'octobre. Leur colère cible la gestion par le gouvernement des incendies incessants en 2026 dont les fumées menacent la santé de la population. Selon une récente étude, 58 millions d'Indonésiens auraient été exposés à un air pollué et 3 500 décès en auraient découlé pour le seul mois de septembre.

■ **Sénégal. –** Le projet de loi de finances rectificative a été rejeté par l'Assemblée nationale le 3 novembre. L'enjeu du texte était notamment de crédibiliser la trajectoire budgétaire du pays pour obtenir un prêt du FMI de 2,2 milliards de dollars.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : UNIVERSITÉ ÉVRY PARIS-SACLAY.

▲ Daniel Bachet.



PHOTO : ARI ROSSNER.

▲ Jean-Christian Petitfils.



PHOTO : WIKIPEDIA.

▲ Denis Collin.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise un cycle de conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adressez une demande à lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr)

Pour visionner ces entretiens sur notre chaîne YouTube, il suffit de se connecter via l'un de ces deux liens : https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92- ou https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste.

■ **Mercredi 18 novembre**

Conférence de Daniel Bachet sur le thème « Pour une démocratie économique radicale ». Face aux politiques économiques de plus en plus prédatrices, Daniel Bachet plaide pour une bifurcation radicale vers une démocratie sociale et économique refondant marchés, banques et entreprises, afin de préserver la nature et de rendre aux producteurs la smaîtrise de leur travail.

Professeur de sociologie, Daniel Bachet a aussi été directeur du département « Entreprises » au Centre d'études des systèmes et des technologies avancées et chargé de mission au commissariat général du Plan (CGP). Il présentera son livre *Sortir du capitalocène. Pour une démocratie économique radicale,* publié aux Éditions Le Bord de l'eau (mai 2026).

■ **Mercredi 25 novembre**

Conférence de Jean-Christian Petitfils sur La Révolution française. Dans une vaste synthèse, Jean-Christian Petitfils retrace la Révolution de 1786 à 1804. Par un récit vivant éclairé par la science politique, il analyse le transfert de la souveraineté du roi à la nation, sans éluder les conquêtes fondatrices, la violence ni les dérives autoritaires.

Jean-Christian Petitfils est l'un des grands spécialistes de l'Ancien Régime et de la France moderne. Son dernier livre, *La Révolution française*, est publié aux Éditions Perrin (août 2026).

■ **Mercredi 2 décembre**

Conférence de Denis Collin sur le thème « Humain, trop peu humain ». Face à l'intelligence artificielle et aux menaces écologiques et nucléaires, Denis Collin interroge la crise de l'humanisme. Il défend une pensée qui ne soit plus réservée aux lettrés, mais redevienne un programme politique et moral, ancré dans la pratique et soucieux du devenir de notre humanité.

Élève de Marx, tout en critiquant le marxisme, Denis Collin est agrégé de philosophie. Il a enseigné en lycée général, en classes préparatoires et a été chargé de cours à l'université de Rouen. Il continue d'œuvrer dans l'éducation populaire à travers différentes associations. Il présentera son livre *Humain, trop peu humain, Réflexions sur l'humanisme et sa crise,* publié aux Éditions Ovadia (mai 2026).

Autres conférences

■ **Samedi 21 novembre**

Journée à la mémoire de Coralie Delaume : « Le peuple, acteur politique ». La campagne électorale qui s'annonce n'a jamais été autant ouverte. Encore faut-il qu'elle ne soit pas confisquée par les forces économiques, les exigences de Bruxelles, les injonctions médiatiques et la supervision des marchés financiers. C'est pour revenir à l'essence de la démocratie, au peuple souverain, que l'Association des Amis de Coralie Delaume organise sa cinquième journée en mémoire de Coralie Delaume, le 21 novembre à Montélimar (Drôme), sous la présidence de David Cayla, économiste.

Cette journée aura pour fil conducteur *« Le peuple, acteur politique »*. Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre et membre du CESE, échangera avec David Desgouilles, auteur et chroniqueur, sur le thème « Comment rompre avec l'impuissance politique ? » ; la table ronde « Que veulent les Français ? » réunira Gérald Andrieu, rédacteur en chef de la revue *L'Audace,* Stéphane Fournier, analyste chez Cluster 17 et Elsa Margueritat, journaliste et autrice ; le constitutionnaliste Benjamin Morel traitera le sujet « La Ve République connaît-elle une crise de régime ? » et, enfin, l'autrice Véra Nikolski évoquera le féminisme.

Samedi 21 novembre, de 11 h à 18 h, salle Saint-Martin à Montélimar (Drôme).

Réservation obligatoire sur le site
https ://forms.gle/U3MUpJcUMKf2BueN6

Royaliste
POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www. archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contact :
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ❑ TROIS MOIS (30 €) ❑ SIX MOIS (45 €)
❑ UN AN (70 €) ❑ UN AN SOUTIEN (140 €)
VERSION PDF ❑ UN AN (45 €) ❑ UN AN SOUTIEN (55 €)

❑ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

❑ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Nom/prénom : .....
Adresse : .....
Code postal/Ville/Pays : .....
.....
Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à
Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».



SOURCE WIKIPEDIA - OFFICIAL WHITE HOUSE ARCHIVED. PHOTO : SHEALAH CRAIGHEAD.

▲ **Bernard Arnault,** première fortune de France, avec son ami Donald Trump lors de l'inauguration d'un atelier Louis Vuitton au Texas, en 2019.

Affaires de pouvoir

Sinistre apogée du capitalisme rentier

par Bertrand Renouvin.

Sur les décombres de l'industrie nationale, c'est le capitalisme rentier qui prospère. Les cinq cents plus grosses fortunes hexagonales ont multiplié par sept leur patrimoine au cours des vingt dernières années et l'emprise capitaliste sur la presse et l'édition est devenue écrasante. Pire : à la suite de Vincent Bolloré, la tentation autoritaire se renforce.

Qu'il est difficile de comprendre les évolutions du capitalisme français ! On se perd facilement dans le jeu des alliances et des coups tordus, dans l'entrelacs des participations croisées et des opérations transnationales… Nous avons eu, heureusement, de bons maîtres. À commencer par le professeur François Morin qui expliquait dans son premier ouvrage (1) l'affrontement entre la Compagnie financière de Suez et la Banque de Paris et des Pays-Bas au début des années soixante-dix. En 1974, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing avait concrétisé dans le domaine politique la victoire du capital monopoliste bancaire dans sa fraction technocratique et libérale représentée par Suez. Mais c'était une victoire limitée, dans le cadre d'un dirigisme que le projet giscardien de *« société libérale avancée »* n'avait pas pu détruire.

La victoire de l'Union de la gauche en 1981 avait permis de renforcer le secteur nationalisé industriel et bancaire (2). L'État disposa dès lors d'une capacité d'impulsion sans précédent, qui fut cependant freinée par une politique économique peu cohérente. On sait que la gauche amorça le tournant libéral de 1983, avant que la droite revenue aux affaires trois ans plus tard inaugurât une funeste politique de privatisations. La gauche, pour sa part, se consacra à la déréglementation financière dès 1985 sous l'égide de Pierre Bérégovoy et de son conseiller Jean-Charles Naouri.

Ces capitalistes veulent toujours plus d'argent pour nourrir leur volonté de puissance. Tous ont investi dans la presse et l'édition pour acheter de l'influence sur le pouvoir politique et sur l'opinion.

C'est à ce moment que les élites de droite et de gauche firent le choix de la désindustrialisation sans que le peuple français en fût averti, avec l'idée de transformer Paris en une grande place financière. En cassant le monopole des agents de change lors de la première cohabitation, Édouard Balladur favorisa le contrôle de la Bourse par les banques et leur entrée dans une logique de spéculation. Tel est le contexte, trop sommairement rappelé, dans lequel se déployèrent les grandes manœuvres du capitalisme financier avec le concours de la Banque centrale européenne et d'un État jouant de plus en plus clairement le jeu du secteur privé. Pour le comprendre, l'enquête menée par Marc Endeweld est des plus instructives.

Les nouveaux conquérants du capital. – C'est au cours des années quatre-vingt que la nouvelle génération capitaliste monte en puissance. Bernard Arnault reprend le groupe de textile Boussac en 1984, après que ce groupe a été placé sous perfusion publique et grâce à la générosité du Crédit lyonnais, alors banque nationalisée. François Pinault fait fortune grâce au soutien de Jacques Chirac et de Pierre Bérégovoy et il saura, avec le concours de Dominique Strauss-Kahn, tirer largement profit de la quasi-faillite du Crédit lyonnais. Vincent Bolloré commence sa carrière de prédateur en 1986 sous l'égide de la banque Lazard et finit par s'emparer du groupe Rivaud, très présent dans les anciennes colonies françaises, ce qui le place dans les cercles du pouvoir politique et financier.

Dans le même temps, une nouvelle génération issue des cabinets ministériels de la gauche se lance dans les affaires : Jean-Charles Naouri s'investit dans la grande distribution, Pascal Lamy rejoint le Crédit lyonnais, Gérard Mestrallet prend la direction de Suez. C'est également à cette époque que les affairistes proches du gouvernement socialistes (Max Théret, inventeur de la FNAC, et Alain Boublil) ont affaire à la justice ou n'y échappent que par la mort (Roger-Patrice Pelat).

Cette frénésie financière finira mal. Imposée par Jean-Claude Trichet, futur gouverneur de la Banque de France, la politique du *« franc fort »* est meurtrière pour l'industrie nationale, et la place financière parisienne subit en 1998, dès avant l'euro, une énorme fuite de liquidité au profit de Francfort. Cela n'empêche pas le capitalisme français – à la différence des capitalismes allemand et italien – de se lancer dans la globalisation financière à l'imitation du Royaume-Uni et des États-Unis.

La rente contre l'industrie. – Dans les années 1990, les spéculateurs imposent une spécialisation des firmes sur leur *« cœur de métier »*, tandis qu'Alain Juppé puis Lionel Jospin après 1997 accélèrent le mouvement de privatisation. Se met en place un capitalisme rentier, amateur d'immobilier et de fonds spéculatifs, qui passe pour partie sous le contrôle des sociétés américaines de gestion d'actifs, BlackRock par exemple. Quand ils ne montent pas leur propre fonds spéculatif, les brillants sujets qui sortent de l'ENA ou de Polytechnique se vendent aux Américains – Amazon, TikTok, Facebook…

Après la crise financière de 2008, le secteur du *private equity* – les prises de participation dans les sociétés non cotées en Bourse – s'est considérablement développé. Par l'effet spontané du marché ? Pas vraiment… Les Banques centrales américaine et européenne ont déversé des centaines de milliards dans l'économie mondiale – le *quantitative easing* – et réduit leurs taux directeurs. Grâce à cet *« argent magique »,* les prix ont bondi dans l'immobilier, pour les œuvres d'art et tout ce qui relève du *private equity.* Les riches se sont enrichis, la *« démocratie des actionnaires »* s'est évaporée et les inégalités ont explosé sans que l'industrie ne profite de la manne financière.

On a certes beaucoup parlé de la *French Tech,* qui s'est développée avec le concours de l'État, mais nous savons bien que les Américains exercent sur l'Union européenne une domination sans partage avec Nvidia, Microsoft, Apple… Cette emprise technologique s'accompagne de la présence envahissante des sociétés de capital-investissement américaines sur la place de Paris. La prédation peut se donner libre cours grâce aux cadeaux fiscaux de l'État (au moins 8 milliards par an), très bienveillant pour les fonds de *leveraged buyout* (LBO) qui achètent des entreprises en utilisant l'argent des autres et en faisant rembourser cette dette par l'entreprise rachetée. Cependant, depuis 2021, la hausse des taux d'intérêt a provoqué un net ralentissement des activités de *private equity*.

Les nouveaux maîtres du jeu. – Somme toute, le capitalisme français est devenu essentiellement rentier et familial car *« l'euro a été un désastre pour l'industrie française »* comme l'affirme le banquier d'affaires Philippe Villin. Les très puissants parrains ont disparu (Ambroise Roux, puis



ÉDITIONS DU SEUIL

▲ **Marc Endeweld, journaliste d'investigation, dévoile comment le pouvoir politique français favorise un capitalisme rentier.**

Claude Bébéar et Jean-Claude Pébereau) et les intermédiaires douteux (Alain Minc, Jacques Attali) vont bientôt quitter la scène politico-affairiste. Les banques d'affaires (Lazard, Rothschild) sont débordées par leurs homologues américaines (Morgan Stanley) et l'industrie reste toujours aussi peu attrayante pour les amateurs de profits rapides. Nous pouvons toujours nous rassurer en songeant à Saint-Gobain (où le poids des fonds américains est très important), à Total (la moitié de l'actionnariat institutionnel est américain), à Bouygues (la succession est problématique), à Dassault (convoité par Vincent Bolloré), à Renault qui a délocalisé une grande partie de sa production…

Aujourd'hui, la scène capitaliste est dominée par quelques figures très médiatisées : Xavier Niel, qui a commencé son aventure dans le Minitel rose avant de se lancer dans la téléphonie (Free) ; Matthieu Pigasse, qui s'affirme « de gauche » tout en tirant profit de la restructuration de la dette des pays pauvres ; Bernard Arnault, empereur de la mode (LVMH) et son rival François Pinault (groupe Kering) lui aussi concentré sur le luxe (Gucci, Balenciaga…) ; Rodolphe Saadé, troisième armateur mondial (CMA CGM) ; Daniel Kretinsky ayant fait fortune dans l'énergie, et bien sûr Vincent Bolloré.

Acheter la presse, gagner l'influence. – Ces capitalistes veulent toujours plus d'argent pour nourrir leur volonté de puissance. Tous ont investi dans la presse et l'édition pour acheter de l'influence sur le pouvoir politique et sur l'opinion. Xavier Niel est entré au groupe Le Monde (*Le Monde, Télérama, Courrier international...*) aux côtés de Matthieu Pigasse et de Pierre Berger. Bernard Arnault possède notamment *Les Échos* et *Le Parisien.* François Pinault est propriétaire du *Point*, de *Point de vue*, des éditions Tallandier. Rodolphe Saadé contrôle BFM TV, RMC, *La Tribune, La Provence, Corse-Matin...* Daniel Kretinsky a conquis *Marianne* et fait remplacer Natacha Polony, trop souverainiste. Bouygues possède TF1, LCI et des médias thématiques. Vincent Bolloré dirige d'une main de fer un impressionnant ensemble d'entreprises de presse et de maisons d'édition.

Dans la France devenue un paradis fiscal – au dire de Xavier Niel, dès 2014 –, un haut patronat gorgé de subventions publiques se réjouit de voir la quasi-totalité de la presse diffuser l'idéologie néolibérale en tolérant des contestations homéopathiques de celle-ci. Comme cela ne suffit pas à contrôler une opinion rebelle, Vincent Bolloré donne carte blanche à l'extrême droite xénophobe et raciste, moins par conviction que pour cultiver des haines qui ne portent pas atteinte au divin Capital. Au nom du *« bien commun »,* l'affairiste Pierre-Édouard Stérin n'agit pas autrement. Ces éléments de pointe ne sont plus des exceptions.

Le capital tenté par l'autoritarisme. – Au fil de ses très nombreux entretiens avec les principaux artisans du capitalisme financier, Marc Endeweld a constaté que Donald Trump fascinait Bernard Arnault, Xavier Niel, Rodolphe Saadé ou encore Patrick Pouyanné, le patron de TotalEnergies, qui sont en phase avec Éric Zemmour et Sarah Knafo, cette habituée des réunions *Maga*. Une tentation autoritaire s'affirme à bas bruit et l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir effraie de moins en moins le milieu des affaires. Fascinée depuis toujours par les États-Unis, elle a abandonné l'idée d'une démocratisation par le marché pour s'aligner sur la nouvelle tendance, illibérale et clairement prédatrice, du capitalisme rentier que Donald Trump met en œuvre avec la brutalité que l'on sait.

La boucle est bouclée. Avec la très active complicité des gouvernances de droite et de gauche, le capitalisme français a bénéficié du gigantesque processus de dépossession du peuple français réalisé par les privatisations, il a délaissé l'industrie pour une finance débridée par de discrètes réformes et bénéficié des largesses fiscales qui sont l'une des causes du déficit actuel. Tout cela pour fabriquer des tigres de papier qui ne tiendront pas devant la finance américaine…

Calculera-t-on un jour le coût de ces privilèges indus et de ces destructions préméditées, pour la nation et pour le peuple français ? ■

(1) François Morin, *La structure financière du capitalisme français,* Calmann-Lévy, 1974, et ma présentation de l'ouvrage sur mon blog.

(2) Cf. Frédéric Farah, *Fake State, L'impuissance organisée de l'État en France,* H&O Éditions, juillet 2020.

► **Marc Endeweld, *L'argent magique, Enquête sur les illusions du capitalisme français,* Le Seuil, septembre 2026.**

PHOTO : VATICAN MÉDIA.



▲ Léon XIV au centre des congrès Robert-Schuman à Metz, le 28 septembre.

Léon XIV

Une ambition spirituelle pour l'Europe

par Bernard Bourdin, dominicain.

En plaçant l'Europe au cœur de sa visite apostolique en France, fin septembre, Léon XIV a tracé une voie singulière en faveur de la paix. Entre héritage chrétien et renouveau spirituel, le pape américain s'attache à raviver la conscience historique et la vitalité du Vieux Continent face aux empires qui le défient.

La précédente visite d'un pape en France remontait à 2008 avec Benoît XVI. On ne saurait non plus oublier les visites dans notre pays de Jean-Paul II, à commencer par la première, en 1980, au cours de laquelle le pape polonais interpella la France par une célèbre interrogation : *« France, qu'as-tu fait de ton baptême ? »* Question théologiquement boiteuse car l'Église baptise des personnes et non des collectivités. Mais la question avait du sens sur le plan historique, surtout de la part d'un pape venant de l'Est et dont la géopolitique était aux antipodes de celle de François.

Derrière cette question, il y avait un projet de reconstitution d'une néo-chrétienté dans un contexte où la partie orientale de l'Europe était encore sous la domination du communisme. De plus, au regard d'un Polonais, l'Europe de l'Ouest apparaissait sécularisée au pire sens du terme. Benoît XVI, théologien de renommée internationale, est resté dans la ligne de son prédécesseur tout en ayant un style beaucoup plus professoral. Son discours au Collège des Bernardins est resté dans la mémoire des catholiques français.

Les débuts d'une nouvelle géopolitique d'un pape nord-américain. – Mais après un cycle pontifical centre-oriental européen, l'Église catholique est entrée dans une ère pontificale sud et nord-américaine – les deux derniers papes ayant par ailleurs de fortes origines européennes.

En ces temps de crise de l'action politique et de grande difficulté pour l'Europe de trouver sa juste place entre les empires américain, russe et chinois, l'autorité spirituelle et morale du pape pourrait bien jouer un rôle décisif.

En revanche, si Léon XIV succède à un pape avec lequel il partage un certain nombre d'idées – l'opposition catégorique à la guerre (bien que de façon plus nuancée), l'accueil des migrants, et, comme tous les autres papes, le respect scrupuleux de la vie du commencement à sa fin –, il n'en a pas moins sa vision propre du rapport de l'Église aux démocraties libérales, et notamment en Europe. Son voyage en Afrique aurait pu donner l'illusion qu'il restait attaché à une géopolitique des périphéries. Or, il n'en est rien. Après Monaco et l'Espagne, la France fille aînée de l'Église. À la différence de son prédécesseur, non seulement Léon XIV ne boude pas l'Europe, mais il veut la rejoindre, d'autant qu'il observe un regain spirituel et de profondes attentes dans la jeunesse, comme cela était perceptible à la messe célébrée place de la Concorde.

Mais Léon XIV ne visite pas la France du temps de Jean-Paul II avec un projet similaire. Il n'est plus question d'interpeller le rapport de la France à son baptême, mais d'encourager la jeunesse et toutes celles et tous ceux qui se sont mis sur le chemin de la conversion spirituelle (les nouveaux baptisés à l'Institut catholique de Paris). Son homélie à la Concorde l'a aussi clairement montré par son insistance sur la dimension intérieure de l'existence. Ses discours très insistants sur la vie (comme droit, à l'Élysée, et comme don, à l'UNESCO) indiquent le souci de ne pas baisser les bras face aux épreuves les plus douloureuses et la vulnérabilité (Maison Bakhita et Lourdes), beaucoup plus qu'ils témoignent d'une crispation sur un naturalisme dogmatique. Il faut d'ailleurs noter que, dans son encyclique *Magnifique Humanité,* Léon XIV ne parle jamais de « loi naturelle ». Il en a été de même dans tous ses discours et homélies en France. Venons-en enfin à l'Europe.

L'Europe selon Léon XIV. – Le choix de la ville de Metz plutôt que de Strasbourg, ville où siège le Parlement européen, témoigne à mon sens du souci de ne pas confondre l'Europe avec l'Union européenne qui a fait l'objet tout au plus de deux occurrences, notamment, on le comprendra, en référence à Robert Schumann et à Alcide De Gasperi. Par ces deux figures

fondatrices de la future Union européenne, Léon XIV s'est situé dans le sillage de la petite Europe vaticane. Mais le choix de Metz est aussi de rappeler son hostilité à la guerre et à son souci d'une Europe de la paix avec une discrète allusion à la guerre russo-ukrainienne.

Il ne s'agit pas de faire dire au pape plus qu'il n'a dit, mais nous pouvons conjecturer que le souci de Léon XIV de ne pas confondre l'Europe avec l'Union européenne fait aussi partie intégrante de sa géopolitique. Cette distinction entre une organisation politique et une civilisation spirituelle lui permet de conserver toute sa liberté de parole et de pouvoir établir des ponts avec la Russie sans rien cautionner, là aussi, de la nature d'un régime politique. Léon XIV, pape américain, est peut-être bien l'évêque de Rome dont l'Europe a besoin pour se penser comme Europe de l'Atlantique à l'Oural, pour reprendre une formule célèbre du général de Gaulle.

En ces temps de crise de l'action politique et de grande difficulté pour l'Europe de trouver sa juste place entre les empires américain, russe et chinois, l'autorité spirituelle et morale du pape pourrait bien jouer un rôle décisif. Son encyclique *Magnifique Humanité* en témoigne pleinement dans son dernier chapitre intitulé « La culture du pouvoir et la civilisation de l'amour ». Prenant toutes ses distances par rapport à la doctrine de la guerre juste tout en admettant le droit de légitime défense, Léon XIV est aussi l'ardent défenseur du dialogue pour résoudre les conflits. C'est une raison supplémentaire pour que le pape américain soit attaché à rappeler avec force, comme il l'a fait à Metz, les racines chrétiennes de l'Europe. Ses racines plongent pour Léon XIV dans le monachisme bénédictin. De saint Benoît au démocrate-chrétien Schuman, il n'y a au fond qu'un pas qui permet de délivrer un message : l'Europe, et surtout si elle veut être une « Union », n'a un avenir que si elle assume son histoire chrétienne.

Redisons-le, Léon XIV n'est ni Jean-Paul II ni François, nul besoin d'une néo-chrétienté ni d'une théologie du peuple ouvert (l'encyclique *Fratelli tutti*), mais du redéploiement dans les démocraties libérales européennes d'une conscience historique. Cette conscience historique a une dimension spirituelle (comme l'atteste l'appel interreligieux de Metz) qui doit irriguer tous les aspects de la condition humaine dans sa dimension universelle sans rien renier de ce qu'a de singulier la civilisation européenne.

Ce qu'il faut enfin retenir de la visite apostolique en France, c'est son intérêt pour une nation qui a joué un rôle majeur pour le déploiement de la foi chrétienne dans le monde. Mais la France est politiquement désorientée, et il le sait ! Que peut faire de mieux un pape pour une nation, et au travers de cette nation, l'Europe, que de lui apporter toute son autorité spirituelle pour lui redonner la vitalité dont elle a le plus grand besoin ! ■

Essai

Vingt mille menaces sous les mers

Cédric Chetaille et Grégoire Pinson explorent les grands fonds. Entre câbles vulnérables, ressources convoitées et ambitions militaires, ils alertent sur une guerre qui couve.

L'ouvrage débute par une fiction : la Chine couvre un projet d'invasion de Taïwan par la destruction systématique des câbles sous-marins. La plupart des applications informatiques sont bloquées, les Bourses ferment. Etc.

Mais la réalité est déjà là. Le sabotage, par des navires de la *« flotte fantôme »* russe, de câbles en Baltique, par des moyens rustiques (en laissant traîner leur ancre sur le fond), a récemment fait connaître ce danger au public. Car c'est par des câbles posés au fond des mers que transitent 99 % du trafic internet mondial.

Les grands fonds océaniques sont un territoire largement inconnu, imparfaitement et récemment cartographié, qui commence à être accessible à l'homme, par des sous-marins et des drones spécialisés. Notre pays a été pionnier, avec le bathyscaphe (sous-marin d'exploration profonde) dès les années 1950, aujourd'hui avec le *Nautile*. Mais le budget consacré aux grands fonds marins n'est qu'un peu plus du vingtième de celui de l'espace.

L'accès aux abysses crée perspectives et appétits. On les a crues longtemps stériles. Y aller a montré des richesses biologiques insoupçonnées, dont nous ne connaîtrions qu'environ 5 % : *« Ces découvertes de phénomènes biologiques et d'espèces ouvrent des perspectives dans de nombreux domaines : la chimie, l'industrie pharmaceutique, les biocarburants mais aussi la cosmétique. »* En 2023 a été adopté un traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine. Les minerais suscitent également les convoitises. Ils devraient permettre de desserrer le monopole chinois sur les terres rares. Les États-Unis de Trump engagent des initiatives unilatérales pour puiser dans les ressources des zones internationales, dont la Convention de Montego Bay faisait un bien commun.

Les abysses voient les grandes Marines se préparer, par la menace sur les câbles transmettant les données et par le développement de drones, de plates-formes permettant de les alimenter, car il faut arbitrer entre endurance et capacités.

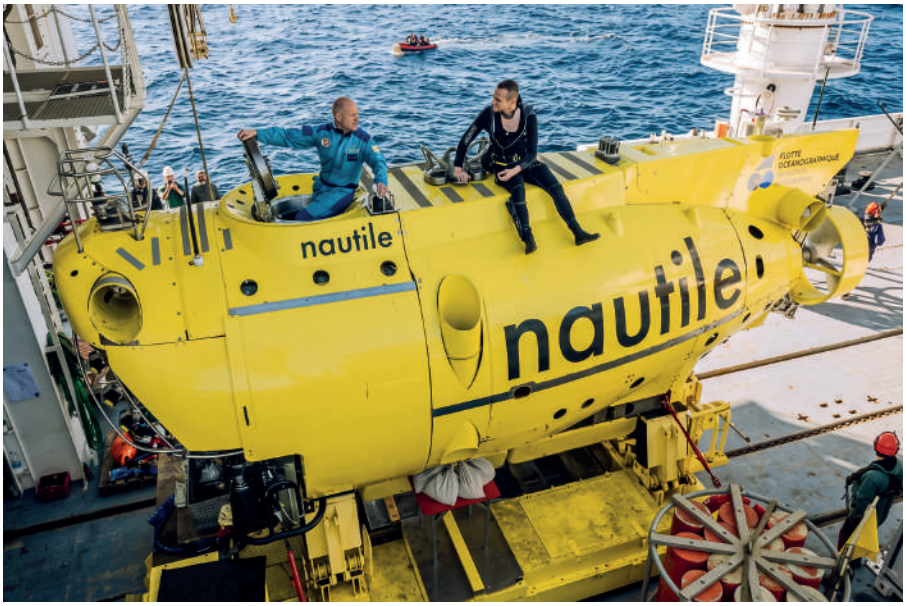
La Russie et la Chine sont particulièrement entreprenantes, avec un navire de type nouveau comme le *Belgorod* qui peut servir de support à un autre sous-marin nucléaire, éventuellement porteur lui-même d'une arme pouvant déclencher un tsunami et ravager un port. De quoi renverser le rapport de forces naval. La mise en place des réseaux de surveillance, des mines prépositionnées, est à l'étude ou déjà en cours.

La France est bien placée sur le marché des câbles, avec notamment Alcatel Submarine Networks et Orange Marine, et une flotte stratégique de câbliers.

Le fond des mers est un milieu opaque, où l'attribution d'une action hostile est difficile, où les équipements sont mal protégés par le droit. Notre pays, attaché à la fois à la liberté des mers et au multilatéralisme, devra concilier ces deux principes et œuvrer à un régime juridique plus robuste, tout en se préparant à l'éventuel affrontement. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

►***Abysses, la guerre qui vient,*** **par le contre-amiral Cédric Chetaille et Grégoire Pinson, Allary Éditions, septembre 2026.**



SOURCE : IFREMER.

▲ Le *Nautile*, **sous-marin d'exploration des abysses, sur le pont du navire océanographique le *Pourquoi pas.***

Enquête

L'emprise bolloréenne

Porté par une étrange mystique politico-religieuse, Vincent Bolloré a constitué un empire médiatique voué à la promotion de l'union des droites. Une union cimentée par les thèmes qui confortent le Rassemblement national



Selon une logique commune à plusieurs entrepreneurs capitalistes, Vincent Bolloré s'est délesté de ses activités industrielles pour investir dans les médias. Connus pour leurs enquêtes retentissantes, Gérard Davet et Fabrice Lhomme expliquent, sous un titre teinté d'ironie *Le complot contre la France,* comment l'héritier d'une famille d'entrepreneurs bretons a entrepris la conquête méthodique et brutale de Vivendi, Canal + Havas, du groupe Lagardère (le *JDD,* Europe 1, *Paris Match,* les éditions Hachette, les points de vente Relay), des éditions Grasset et Fayard, d'une école de journalisme et, bien sûr, de CNews. Partout, les journalistes rebelles à la ligne fixée par le patron sont écartés, quand ils ne décident pas eux-mêmes de partir. Pire : en avril 2026, le congédiement d'Olivier Nora, directeur des éditions Grasset, a donné lieu dans le *JDD* à un article ouvertement antisémite.

Le groupe Bolloré fait jouer toutes les synergies possibles afin d'obtenir une rentabilité maximale tout en visant un objectif politique : l'union des droites. Des droites qui sont envisagées selon leurs extrémistes. Vincent Bolloré, qui a déclaré sous la foi du serment (1), qu'il ne se mêlait pas de la ligne politique des médias qu'il contrôle, est allé chercher Philippe de Villiers, a assuré la promotion d'Éric Zemmour et sa mise sur orbite électorale en 2022 avant de soutenir Sarah Knafo.

Le défenseur des valeurs traditionnelles, qui pose en costume breton, n'a pas été incommodé par les prestations de Cyril Hanouna. Il s'est même empressé d'accorder son pardon – lui qui n'a pas été offensé – à Jean-Marc Morandini, définitivement condamné pour corruption de mineurs, en janvier 2026. Sans convictions bien établies, Pascal Praud fait un numéro bien rodé tandis que divers invités réguliers lancent sans désemparer leurs diatribes xénophobes. On se plaît à inviter Éric Zemmour, condamné multirécidiviste, et l'on tient pour négligeables les avertissements et les amendes (plusieurs centaines de milliers d'euros) de l'Arcom.

En arrière-plan, le jeu trouble d'Emmanuel Macron à l'égard de la presse d'extrême droite est souligné ainsi que la probable perversité de la décision de dissoudre après les élections européennes : créer les conditions d'une victoire du Rassemblement national aux législatives en espérant l'échec d'un gouvernement Bardella, tel était le calcul d'un apprenti sorcier qui est aujourd'hui très durement jugé par ceux qui ont cru en lui. De fait, le pire président de la Ve République aura conduit l'extrême droite aux portes du pouvoir et laissé se constituer un empire de presse qui fait une propagande que le Rassemblement national n'a plus besoin d'expliciter. ■

YVES LANDÉVENNEC.

(1) Le 13 mars 2024, devant la commission d'enquête parlementaire sur la TNT.

▶ ***Le complot contre la France*, par Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Flammarion, octobre 2026.**

Réseaux sociaux

« Finfluenceurs »

Des créateurs de contenu issus des fonds d'investissement, vulgarisent leurs conseils financiers, mais relaient surtout l'idéologie libertarienne.



Avec l'essor des plateformes de *trading* sur Facebook, X, Instagram, YouTube et autres réseaux sociaux, se multiplient les *réels* et les *shorts* qui vantent les bienfaits de l'investissement.

Alors que l'on voyait principalement des influenceurs vendre des biens de consommation ou se consacrer à des pratiques commerciales de *dropshipping* (1), puis bifurquer vers le *trading* et les produits de placement, il était évident que l'influenceur finirait par fusionner avec le gestionnaire d'actifs pour devenir l'influenceur en investissements. Appelé désormais *finfluenceur,* ce dernier cherche à faire croire que tout le monde pourrait devenir investisseur avec un simple smartphone ! Par la proximité avec ses abonnés, il évoque l'éducation financière par des conseils bienveillants, construisant ainsi un rapport de confiance, le tout s'accompagnant d'un postulat implicite selon lequel l'investissement boursier serait accessible et immédiat.

Qui sont ces « finfluenceurs » ? – Une partie d'entre eux a fréquenté les écoles les plus prestigieuses (HEC, ESSEC, Ena…). Pourtant, dans leurs contenus, ils se font passer pour des *self-made-men* et défendent une méritocratie naïve (*« quand on veut, on peut »*). Le succès de leur parcours s'explique avant tout par les ressources acquises par leur parcours scolaire et professionnel : un capital social et un carnet d'adresses qui sont autant d'atouts dont sont démunis les jeunes des classes populaires qui tentent de suivre leurs conseils pour s'enrichir.

L'influenceur classique était plutôt « apolitique » pour préserver sa communauté, celui-ci ne l'est absolument pas : c'est une véritable propagande libertarienne qui se met en œuvre. Le modèle politique de ces *finfluenceurs* trouve son incarnation idéale dans la figure du président argentin Javier Milei – promesse de destruction de l'État social et des services publics. Elon Musk est également cité comme une référence incontournable, incarnant cette même dérégulation et le démantèlement bureaucratique illustré par le DOGE. La plupart d'entre eux ont participé à la mise en scène du fameux *« Nicolas qui paie »* qui incarnait le *« ras-le-bol fiscal ».*

Dans des émissions présentes sur la toile comme *Richissime podcast, Vraiment riches, Matthias Baccino, Finary...,* des débats surréalistes ont lieu où l'on déclare qu'il serait désormais impossible d'entreprendre en France en raison du poids de l'État et des charges, tout en en faisant la promotion de solutions miracles pour s'enrichir rapidement.

Dans son livre *La finance aux extrêmes*, la sociologue Marlène Benquet explique que ces vidéos vulgarisent une mutation idéologique : le passage du néolibéralisme vers le libertarianisme autoritaire, piloté par le *primate equity* et les fonds hors marchés réglementés. Avec trois idées fortes : 1/ La rentabilité s'obtient par l'accaparement, la prédation et le contrôle des données dans un monde aux ressources finies. Pour intégrer le 1 %, il faut écraser le reste. 2/ L'État doit être dévoué au Capital en accordant une liberté fiscale et une prise en charge des pertes éventuelles. 3/ Cette logique économique rejoint les projets des droites radicales et les aspirations néo-réactionnaires de Curtis Yarvin et de Peter Thiel.

Les *finfluenceurs* deviennent le relais culturel de ce modèle en habituant leurs *followers* à ne plus rien attendre de la puissance publique, ces *podcasts* ou *shorts* étant particulièrement visionnés par un jeune public exposé en continu. Le *finfluenceur* ne vend pas que des conseils en investissement, il alimente un discours idéologique où toute forme de solidarité collective est considérée comme obsolète et où chacun doit devenir l'entrepreneur de lui-même afin de se concentrer sur son seul enrichissement personnel. ■

NICOLAS MAXIME.

(1) Le *dropshipping* est un modèle de commerce électronique tripartite dans lequel le vendeur (le e-commerçant) accepte les commandes de ses clients sur sa boutique en ligne, mais ne possède aucun stock physique.

▶ ***La finance aux extrêmes. Enquête sur le capitalisme autoritaire en France*, par Marlène Benquet, La Découverte, 2026.**


DR.

Par Gérard Leclerc

Le Boutang de *La Nation française*

Pierre Boutang (1916-1998), successeur, à la chaire de métaphysique, d'Emmanuel Levinas, a marqué son temps par la publication d'œuvres majeures comme *Ontologie du secret* ou *Apocalypse du désir*, reconnues par un Jean Wahl, un Gabriel Marcel ou encore un George Steiner. Mais tout se passe comme si ce qui avait précédé l'entrée à la Sorbonne était oublié. La direction de l'hebdomadaire *La Nation française* (1955-1967) ne constituerait qu'une parenthèse, dont il n'y aurait à retenir que l'écho des passions du temps. Telle n'est pas la conviction de Dominique Decherf, ancien ambassadeur de France, qui assume depuis si longtemps le suivi inlassable de la politique étrangère. C'est, en effet, en 1964 que le lycéen fit la connaissance du journal.

Ce fut une initiation inoubliable, Boutang projetant sur les chemins du monde un éclairage qui, un demi-siècle après, n'a rien perdu de sa force : *« Le traité franco-allemand et l'Europe, la force de dissuasion et la détente, la reconnaissance de la Chine populaire et la guerre au Vietnam, l'anti-américanisme et la question noire, la liquidation des Empires français et britannique, le tiers-monde et les Nations unies, enfin Israël, la politique arabe et la Shoah. »* Un panorama aussi vaste relève de la géopolitique, mais il s'anime avec l'aura des personnalités qui ont marqué la scène internationale, en charge de leurs patrimoines nationaux et civilisationnels.

Elles s'offrent à nous dès la couverture du livre, comme pour affirmer leur présence historique, en dépit de la distance qui nous en sépare. Leurs noms me sont familiers, étant de la génération de Dominique : Conrad Adenauer, John Fitzgerald Kennedy, Nikita Khroutchev, Zhou Enlai, Barry Goldwater, Harold Macmillan, Dag Hammarskjöld, Gamal Abdel Nasser, le pape Paul VI. Mes souvenirs d'adolescent, parti rejoindre un correspondant de Francfort-sur-le-Main dans le cadre du rapprochement franco-allemand, m'inclinent à m'attarder sur le cas du premier chancelier de l'après-guerre.

Conrad Adenauer, c'est l'interlocuteur avec qui Charles de Gaulle estime pouvoir fonder une Europe puissance, au-delà du Marché commun, *« capable d'assurer sa propre sécurité au-delà des limites qui pourraient s'imposer au protecteur américain »*. Car des doutes se font sentir à l'égard de la garantie nucléaire américaine. Ils sont formulés par Henry Kissinger, professeur à l'université de Harvard. Et c'est là précisément que se révèle le flair exceptionnel de Pierre Boutang qui fut le premier à découvrir Kissinger, publiant la première traduction française des extraits de son ouvrage sur *« les armements atomiques et la politique étrangère »*.

En ce qui concerne l'Allemagne, Boutang a suivi la démarche gaullienne et, après avoir hésité sur le rôle d'Adenauer, lui a finalement rendu un hommage signalé à son décès : *« Adenauer a guidé son peuple, le peuple allemand, hors des ténèbres d'Égypte, hors de la misère et du déshonneur où il s'était plongé ; il l'a guidé vers la terre promise, mais n'a pas eu le temps d'y entrer avec lui. »* Et surtout : *« Du moins est-il certain que l'unification des Allemands, pas plus que l'unification de l'Europe n'étaient une "terre promise" pour Conrad Adenauer. Il ne les excluait pas : il ne les désirait pas sans conditions. Ce qu'il désirait, sa terre promise, c'est une Allemagne chrétienne, où triompherait modestement la tradition catholique, et qui ferait passer dans l'histoire autant de "Saint-Empire" qu'elle en pouvait supporter. »* Avons-nous depuis tellement progressé en dépit de la chute du Mur et de la réunification accomplie ?

Difficile de choisir dans les séquences suivantes, ne serait-ce qu'en raison de leur complexité. Bien que la question de l'eschatologie communiste ne soit plus d'actualité, il n'est pas sans intérêt de revenir sur l'opposition entre Burnham et de Gaulle à propos du danger de cette eschatologie. Rappelons que James Burnham est ce politologue américain de grande dimension, dont l'ouvrage *La Révolution managériale,* publiée pendant la Guerre, eut beaucoup de retentissement. Boutang en était le lecteur assidu, notamment dans la *National Review, « le seul organe qui, selon nous, soit apte à protéger un Européen des tentations de l'antiaméricanisme vulgaire ».*

Or Burnham est extrêmement sensible au défi, voire à l'abîme de l'entreprise communiste, que seule la vocation des États-Unis serait en mesure de contrarier. De Gaulle n'y croit guère, persuadé que la Russie subsiste sous l'Union soviétique et lui survivra. Ce que Boutang conteste en partie : *« Ce grand esprit reste un ignorant volontaire du phénomène dévastateur qui émergea en 1917. »* Et le même de Gaulle a un argument supplémentaire avec le schisme chinois qui fait barrage à l'unité communiste.

La querelle entre les deux hommes se pose aussi en termes pratiques, avec la guerre américaine au Vietnam, à laquelle de Gaulle refuse de s'associer, tandis que Burnham la soutient de toutes ses forces. Boutang est du côté gaulliste de ce point de vue. Il se retrouve du côté de Burnham face à la menace chinoise qu'il redoute par-dessus tout. Conclusion : *« De Gaulle a tort, pour le terme long, de croire que son "nationalisme" puisse se séparer de sa référence chrétienne, et élude le combat contre le communisme, c'est-à-dire la prétention à finir l'histoire. Burnham n'a pas raison non plus, estimant que la seule volonté révolutionnaire du communisme mondial fonde la mission des États-Unis. »*

Toute l'analyse est à reprendre aujourd'hui dans les termes où la puissance chinoise a substitué le poids de l'économie à l'idéologie maoïste. Mais la difficulté du court essai de Dominique Decherf est de renvoyer à des questions immenses, à la mesure des données de la géopolitique et de l'histoire, avec leurs particularités locales.

Ce qu'il écrit à propos du continent africain qu'il connaît si bien nous renvoie au sentiment que j'avais d'un Boutang extrêmement sensible au fond d'une civilisation africaine. D'où son avertissement : *« Nous avons laissé se développer la contradiction explosive entre les réalités religieuses et sociales de l'Afrique et la civilisation technicienne qui leur reste superposée, étrangère, comme l'huile sur l'eau. »* Voilà qui me rappelle un souvenir. Le président Senghor avait un jour invité le philosophe à une représentation de *Tête d'or* de Claudel par une troupe sénégalaise. Il en était revenu subjugué : *« C'était à se mettre à genoux ! »*, m'avait-il confié.

Impossible de ne pas conclure sur le chapitre consacré à Gamal Abdel Nasser, avec ce qui se passe en ce moment au Moyen-Orient. Boutang avait pris une fois pour toutes le parti d'Israël. Rallié définitivement au Général après l'élection de 1965, il s'en sépara totalement en 1967 lorsque ce dernier refusa de soutenir l'État hébreu. Nasser, dans ce contexte, était d'autant plus l'adversaire que la raison d'être de *« la nation arabe »* était la destruction d'Israël. Je mesure à quel point demeure exacte tragiquement cette affirmation : *« Cette nation arabe ne vit que de l'image de la mort de l'autre, tandis que la survie stable et conquérante d'Israël signifierait nécessairement, avec l'usure de cette image, la fin du nationalisme arabe et de ceux qui l'ont incarné. »*

Nous savons d'où vient l'inspiration de celui qui demeure, pour notre chance, notre analyste supérieurement informé du destin de la planète. ■

►**Dominique Decherf, *Sur les chemins du monde avec Pierre Boutang politique,* France- Empire, 2026.**



SOURCE : VILLE DE PARIS / COARC. PHOTO : CLAIRE PIGNOL.

▲ *L'Adoration des bergers,* de Tintoret, est une huile sur toile habituellement en dépôt à l'église Saint-Eustache de Paris.

Chronique des expositions

Une singulière école vénitienne

par Alain Solari.

Le musée Jacquemart-André propose de suivre Tintoret, un artiste pétri de tradition vénitienne, mais ouvert aux formes artistiques venues d'autres cités italiennes.

L'exposition que le musée parisien consacre à Jacopo Robusti met en lumière l'un des principaux acteurs du maniérisme italien. Elle révèle l'incroyable énergie créatrice de celui que Vasari voyait comme *« le plus terrible esprit que la peinture ait jamais connu »*. Un parcours thématique rassemble une quarantaine de peintures et d'œuvres graphiques qui permettent de saisir l'ampleur et la diversité de l'œuvre de Tintoret.

Jacopo Robusti naît à Venise en 1518 ou 1519. Son père, Giambattista Robusti, est teinturier – *tintore*, en italien. Dans l'Italie de la Renaissance, nombreux sont les artistes désignés par un surnom. Avec la petite taille du peintre, *tintore* est devenu *il tintoretto*. Le *« petit teinturier »*, utilisant les teintures de son père, réalise tout jeune de remarquables graffitis. Bon dessinateur, il aurait intégré brièvement l'atelier de Titien, avant d'en être renvoyé.

Dans l'atelier de Bonifacio de Pitati, il apprend à peindre à la chaîne des tableaux décoratifs. Cette expérience lui révèle qu'il ne travaille bien que dans l'urgence. Tintoret va cultiver sa rapidité, ou *prestezza*. Entre 1533 et 1536, il aura appris les rudiments de la peinture, mais aussi de nouvelles stratégies artistiques. En 1538, Jacopo est un « maître » qui dispose d'un atelier personnel.

S'imposer sur le marché de l'art. – Tintoret appartient à la classe des *popolani*, exclus de la vie politique, qui constituent la majorité de la société vénitienne, structurée en castes. Contrairement à des cités-États comme Milan, Mantoue, Ferrare ou Florence, il n'y avait à Venise ni pouvoir dynastique ni mécénat de cour. La Cité des Doges vit donc se développer plus tôt qu'ailleurs une sorte de marché de l'art « moderne », avec des tableaux produits à l'avance. Ils étaient exposés à la vente près du Rialto ou sous les arcades de la place Saint-Marc.

Si Tintoret a exploré de nombreux genres picturaux, des nus féminins aux portraits, sa réputation s'est forgée sur un grand nombre de scènes religieuses aux formats impressionnants.

Les Vénitiens du XVIe siècle furent les premiers à constater la rivalité qui agitait les peintres entre eux. Le marché de l'art au temps de Titien et Tintoret anticipe celui qui est le nôtre.

Beaucoup d'argent, beaucoup de clients, beaucoup d'artistes. Mais aussi beaucoup de rivalités… L'époque est marquée par la position éminente de Titien. L'autre grand artiste qui perce à Venise, vers 1510, vient d'un monde où l'influence de la Sérénissime s'accommode d'autres influences. Quand il intervient pour la première fois au palais des Doges, Véronèse témoigne d'une aisance décorative qui le démarque de Titien ou de Tintoret. Il existe des ruses pour vendre la peinture. Certains cassent les prix ou jouent sur la rapidité d'exécution. Tintoret s'est montré efficace à ce jeu pour remporter un marché qui lui permet de gagner en visibilité. Il préfère vendre ses œuvres à des prix inférieurs à ceux de ses concurrents. Cette stratégie lui vaut l'inimitié de bien des confrères. La clientèle spécifique de Tintoret, parmi les confréries religieuses et dans la classe moyenne, ne lui tenait pas rigueur de son comportement parfois déloyal. *« En 1564, un concours est lancé pour un plafond de la Scuola Grande di San Rocco. Il est d'usage de présenter un dessin. Tintoret livre un tableau achevé qu'il fait installer au plafond de la Scuola. Cette dernière ne peut le rendre puisque le peintre lui en fait cadeau pour avoir un pied dans l'édifice »,* note Neville Rowley, un des trois commissaires de l'exposition.

Bousculer la peinture religieuse. – Si Tintoret a exploré de nombreux genres picturaux, des nus féminins aux portraits, sa réputation s'est forgée sur un grand nombre de scènes religieuses aux formats impressionnants. *La Crucifixion, Le Couronnement de la Vierge* ou le spectaculaire *Miracle de saint Augustin* alternent avec des scènes plus intimes comme *L'Adoration des bergers*. Ou le thème de la Cène prisé par

l'Église qui insiste, depuis le Concile de Trente (1545-1563), sur la transsubstantiation opérée durant la messe.

La peinture religieuse de l'artiste n'est pas conventionnelle. *« Tintoret ne rejette pas la Renaissance, il en pousse les tensions jusqu'à leurs conséquences extrêmes. Il décentre les compositions, creuse des diagonales en profondeur, précipite les corps dans l'espace et transforme la lumière en véritable protagoniste du récit. Sa touche libre laisse visible l'énergie de l'exécution »,* souligne l'historien de l'art Giovanni Carlo Federico Villa, également commissaire de l'exposition. Ses coups de pinceau sont plus libres et plus rapides. Il manifeste une volonté de frapper l'œil et l'esprit par l'audace et le spectaculaire.

Tintoret admire Titien bien qu'il le déteste, mais il a aussi un autre modèle : Michel-Ange. *« Si la référence à Titien et à son art du coloris va de soi à Venise, l'hommage au dessin* (disegno) *est plus surprenant. Associer le dessin et la couleur, Rome et Venise, témoigne d'une ambition. Tintoret renouvelle les règles de la peinture vénitienne en donnant une place conséquente au disegno »,* analyse Guillaume Cassegrain, historien de l'art et contributeur au catalogue de l'exposition. Tintoret élabore ses figures comme de véritables statues en ronde-bosse. Étudier la sculpture par le dessin participe à son processus de création.

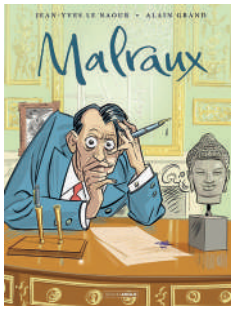
Devenir le maître de Venise. – Son réseau de relations et le maintien de son niveau de vie poussent l'artiste à peindre des portraits. Ici, son style est sobre, faisant le plus souvent peu de cas des parures, mais incisif dans le rendu des visages et dans l'intensité de l'expression. À la fin des années 1540, la carrière de Tintoret est relancée. Il cultive sa *prestezza*, mais il ne se contente pas de peindre vite. Face à l'afflux des commandes, il s'appuie sur un atelier auquel il enseigne sa manière.

Cet atelier comporte de nombreux collaborateurs, dont certains de culture flamande. Ce qui le distingue de ses contemporains, c'est la liberté qu'il se donne et qu'il accorde à ses collaborateurs. Le maître insiste sur une observation minutieuse de la nature, du modèle nu et de la statuaire. Lorsque décèdent successivement Titien (1576) et Véronèse (1588), Tintoret est, jusqu'à sa mort (1594), le maître de Venise. Il est enterré à la Madonna dell'Orto. En dépit des critiques, il est parvenu à s'imposer comme un des plus grands artistes de Venise, celui qui prépare le mieux la peinture à ses évolutions futures et fait la jonction entre la Renaissance du XVIe siècle et l'ère baroque du XVIIe. ■

►*Éternel Tintoret,* au musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Jusqu'au 24 janvier 2027.

Bande dessinée

Malraux dans les yeux de Clara



Traiter André Malraux par la BD représentait un défi. Entre hagiographie et descente en flammes, on devait trouver un terrain non pas neutre mais favorisant la distanciation tout en n'oubliant pas les réalités historiques. Avec un personnage se considérant lui-même non comme un affabulateur mais comme un être situé hors des catégories du réel, on pouvait frôler la paranoïa ou verser dans l'absurde. Il fallait donc lui trouver un fil conducteur permettant d'évoquer sa réalité sans écarter l'Histoire.

C'est ce qu'ont talentueusement réalisé, pour le scénario, Jean-Yves Le Naour, historien prolifique et conteur aguerri, et, pour le dessin, Alain Grand, bien installé dans le monde des « petits miquets », y compris comme scénariste. Leur bande dessinée, intitulée simplement *Malraux* et publiée chez Bamboo, une grande maison qui ne produit pas que des albums à connotation historique, constitue un petit chef-d'œuvre.

D'abord, ils ont su se limiter dans le temps, traitant essentiellement la période 1933-1945. Les puristes regretteront ainsi que, à propos de *La Condition humaine,* n'ait pas été évoquée l'imagination débordante servant une certaine propagande en lui faisant jeter des communistes chinois dans le foyer d'une locomotive à vapeur des troupes nationalistes. Même suspicion au sujet de ses entretiens avec Mao Zedong en 1965, dont on ne sait si les propos attribués à ce dernier dans les *Antimémoires* ont été prononcés. En fait, tout cela se trouve résumé dans l'album par des phrases comme *« Les plus beaux souvenirs sont ceux que l'on s'invente »* ou *« Ce n'est pas ma faute si je suis une légende ».* Les auteurs font aussi dire à sa première épouse, Clara, qui l'accompagnera jusqu'à la fin : *« Mais c'est un roman, votre histoire ! »* ou *« Qu'est-ce que ces âneries ? »*

Cela dit, il n'y a, dans la BD, pas l'ombre d'une méchanceté écrite ou dessinée. Le personnage est peint avec ses gros yeux et sa mèche, tandis que Clara, qui n'a jamais voulu sortir de sa vie, promène son nez fureteur et ses sarcasmes au fil des pages, mauvaise conscience d'un écrivain confondant fiction et réalité. Et puis il y a les scènes épiques, soit imaginées – lorsqu'il croit avoir commandé une escadrille en Espagne ou unifié la Résistance dans le Sud-Ouest – soit réelles – quand il discute avec André Gide ou Gaston Gallimard ou qu'il dirige sous le feu la brigade Alsace-Lorraine. Un dossier final tente de séparer ce qui est avéré de ce qui a été seulement vécu dans sa tête. Un bel échange avec de Gaulle permet enfin au Général de lui parler du *« romantisme qui consiste à confondre l'action politique et le théâtre »* et à l'écrivain de lui rétorquer : *« Vous êtes vous-même un bon acteur, le meilleur d'entre nous. »*

L'Histoire pourra retenir que le *« pillard de temples khmers »* savait que *« tout aventurier est né d'un mythomane ».* Et tant pis – ou tant mieux – si Malraux a enjolivé tant de scènes, telle sa conversation avec le général von Wietersheim en juillet 1944. ■

GIHÉ.

►*Malraux,* par Jean-Yves Le Naour et Alain Grand, Bamboo Édition, septembre 2026.

Peinture

La chair est belle



Le petit album de Mélina de Courcy, professeur d'histoire de l'art au Collège des Bernardins, a la couverture un peu aguicheuse d'une sublime Judith peinte par Giovanni Baglione. L'intérieur est une promenade pédagogique à travers quinze siècles et une trentaine de grandes œuvres de la peinture occidentale. C'est la représentation du corps du Christ qui prédomine, avec les questions théologiques que pose l'incarnation de Dieu dans la chair humaine. *Trecento* et *Quattrocento* italiens sont à l'honneur car c'est là que la Renaissance a pris forme en évoquant ces sujets avec toujours plus d'audace.

Chaque œuvre est brièvement commentée dans ses aspects techniques, symboliques, voire théologiques. Giotto et Fra Angelico, les van Eyck et Jérôme Bosch, Michel-Ange et Léonard de Vinci ou Titien, Caravage et Rubens, Poussin, Le Brun et Georges de La Tour, jusqu'à David et Delacroix, etc. constituent une initiation presque obligatoire à l'histoire de l'art, tous comparés et mis en perspective avec les anecdotes nécessaires.

Cela éclaire les choix plus personnels de l'auteur pour la suite de l'histoire, de Gustave Moreau et Paul Gauguin à Maurice Denis, puis à Kandinsky, Picasso, Dali, Chagall, pour s'achever avec Rothko et ce cher François-Xavier de Boissoudy…

Persuadée que la Bible est le réservoir essentiel de toutes nos émotions d'Occidentaux cultivés (cf. le sous-titre de l'album), Mélina de Courcy tente d'entraîner notre regard non seulement à discerner les intentions des grands artistes de la ►

peinture religieuse, mais également à nous regarder nous-mêmes aujourd'hui, un peu différemment, à nous aimer un peu mieux car la vocation de la chair n'est pas d'être triste : elle fait partie du projet de Dieu. Ce que les artistes comprennent peut-être mieux que les plus pénétrants théologiens. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

► ***Sacrée chair, La Bible des émotions,* par Mélina de Courcy, éditions du Cerf, octobre 2026.**

Musique

Les spirales de la mémoire

Une photo en noir et blanc d'un homme de dos qui marche au loin sur la dune avec un point de fuite à l'horizon. Voilà la description de la pochette de *Spirales*, nouvel album du Nantais d'adoption Dominique A. À l'image de cette pochette, son contenu est sobre et d'une beauté intense. Cet héritier du ténébreux Gérard Manset nous offre seize chansons parfaitement maîtrisées, tant au niveau des arrangements que de la nostalgie qui s'en dégage. Quitte à rester longtemps dans l'ombre, cet auteur-compositeur-interprète renouvelle son style musical au fil des ans pour accompagner des textes poétiques, parfois surréalistes, mais toujours empreints de pudeur.

Ce natif de Provins part à la recherche naïve d'un temps perdu à hauteur de son regard d'enfant, avec sa mère dans le « Jardin Garnier » ou dans les rues de « Longueville ». « La musique pour tordre le temps », avoue le chanteur dans un autre titre. Vient ensuite le morceau formidablement arrangé de terreur musicale sur le souvenir d'un spectateur de douze ans visionnant au cinéma, comme par effraction, *Shining,* le chef-d'œuvre effrayant de Stanley Kubrick.

Après ses souvenirs d'enfance, on le suit jeune adulte à Nantes avec « Picasso y los Simios », hommage à une musique punk synthétique de bas étage, mais qui imprime l'esprit d'images romantiques. Et « Mark », le copain de scène pour un soir de concert, d'échanges, de ferveur en seulement huit morceaux partagés. On retient également le magnifique « Apparaître sur le quai », retrouvailles d'un amour jamais oublié, toujours recommencé.

Mais derrière ces émotions du passé, il y a aussi le chanteur qui s'engage au-delà des polémiques absurdes où certains tabloïds voudraient l'entraîner. Il est un des rares chanteurs à avoir refusé de se produire à l'Olympia, salle dont Vincent Bolloré est le propriétaire. Dans la lignée des grands ancêtres, comme Jean Ferrat ou Léo Ferré, on retrouve le dégoût et la révolte du chanteur à travers deux titres : « Bromure », une sorte d'hymne à l'amour face aux pouvoirs autoritaires et virilistes, et « Coltan », ce minerai utilisé dans la composition de nos appareils électroniques, dans les batteries de nos voitures et de nos téléphones. L'extraction à mains nues dans les mines de la République démocratique du Congo par des enfants, des hommes et des femmes surexploités a fait des centaines de victimes en 2025 lors de plusieurs accidents.

Nous avons là probablement le meilleur album de cet artiste sensible et discret, comme un dessert qui se déguste lentement avec des morceaux de rock à l'intérieur, un léger goût de mélancolie et des mots qui éclatent dans la bouche ! ■

D. J. HELLER.

► ***Spirales,* album de Dominique A (16 titres), sorti chez Cinq7/Wagram Music, octobre 2026. En tournée dans toute la France à partir de février 2027.**



SOURCE : FLAMMARION . PHOTO : PHILIPPE LEBRUMAN.

▲ Dominique A **explore ses souvenirs d'enfance et d'adolescence dans son 15e album.**

Les Expositions

■ **Marly-le-Roi, Domaine royal de Marly. –** L'exposition *Jeanne du Barry, l'invention d'une favorite* retrace le parcours de Jeanne Bécu, figure du XVIIIe siècle. Elle rassemble près de 150 œuvres et documents qui explorent son ascension sociale et son rôle de mécène de goût. Jusqu'au 28 février 2027.

■ **Toulouse, Les Abattoirs. –** L'institution toulousaine présente une exposition intitulée *Joan Miró - Protestation.* L'artiste (1893-1983) est une icône de l'art moderne espagnol. Une sélection de près deux cents œuvres souligne l'acte de la protestation comme ferment de son processus artistique. Jusqu'au 7 mars 2027.

■ **Paris, Fondation Louis-Vuitton. –** Dans la lignée des expositions consacrées aux *« icônes de l'art moderne »,* la Fondation poursuit son exploration avec Gustave Fayet, collectionneur, créateur. L'exposition réunit plus de 250 œuvres (Matisse, Gauguin, van Gogh, Cézanne…) aujourd'hui dispersées dans le monde et, d'autre part, 375 créations de Gustave Fayet pour la plupart jamais montrées au public. Jusqu'au 8 mars 2027.

■ **Céret, musée d'Art moderne. –** En collaboration avec le musée parisien, l'exposition *La révélation Soutine - Collection du musée de l'Orangerie* réunit, dans les Pyrénées-Orientales, des œuvres issues de la plus importante collection Soutine en Europe. Entre paysages expressifs, natures mortes saisissantes et portraits intenses. Du 19 décembre 2026 au 30 août 2027.

■ **Châtenay-Malabry, Maison de Chateaubriand. –** Dans le domaine de la Vallée-aux-Loups, la demeure de l'écrivain présente *Chateaubriand et Juliette Récamier - Mon dernier rêve étant pour vous.* Près de trente années d'une relation faite de passion, de désillusions, de ruptures et de réconciliations. Jusqu'au 26 septembre 2027.

■ **Le Havre, MuMa. –** Le musée rend hommage à André Malraux à l'occasion du cinquantenaire de sa disparition avec l'exposition *L'art est une conquête, André Malraux et l'art moderne, de Degas à Zao Wou Ki.* Découverts dès l'adolescence, les peintres impressionnistes ont marqué le jeune Malraux et nourri sa réflexion sur l'art moderne. Il a mis ensuite leurs œuvres en regard avec celles de grands maîtres européens ou d'Extrême-Orient. Du 28 novembre 2026 au 31 octobre 2027.

A. S.



SOURCE : SITE RESEAUALLIANCE.ORG

▲ Georges Charles est l'une des principales sources de renseignement des services de la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais (photo d'identité en 1943).

Des royalistes contre les nazis (90)

Les plans secrets de Georges Charles

par François-Marin Fleutot.

Résistant et agent de renseignement durant la Seconde Guerre mondiale, Georges Charles infiltre les chantiers allemands du Pas-de-Calais. Arrêté avec des clichés de sites de lancement des *Vergeltungswaffen*, il est condamné à mort pour « espionnage et aide aux puissances ennemies » et fusillé au fort de Bondues (Nord) en janvier 1944.

Le Pas-de-Calais est le territoire français le plus proche de l'Angleterre. Cette côte, théâtre de rivalités franco-anglaises, a toujours été très convoitée. Les guerres du XXe siècle n'ont pas dérogé à la règle. En 1914, l'Allemagne y a maintenu son occupation longtemps. En mai-juin 1940, les *Panzerdivisionen* du général Heinz Guderian (1888, † 1954), appliquant la doctrine de la « guerre éclair » (*Blitzkrieg*), ont foncé jusqu'à la mer du Nord. Le département a été directement placé sous le contrôle de la Wehrmacht et rattaché au *Gauleiter* de Belgique.

Il est toujours navrant de constater combien les historiens de l'après-guerre font preuve de pudeur idéologique à l'égard de certains résistants. Georges Charles et Norbert Fillerin (voir *Royaliste*, n° 1229 et n° 1230) se seraient ainsi *« rencontrés avant-guerre dans le cadre d'activités militantes nationalistes et souverainistes »*. En effet, les deux familles ont fréquenté l'Action française et sont restées très proches avant la guerre, comme pendant celle-ci.

Georges Charles est né le 3 septembre 1902 à Lille, au sein de la famille de Louise et Georges Charles, qui éduquera ses quatre garçons – Pierre, Georges, Jacques et Octave – dans l'amour de la patrie et le souvenir de l'occupation durant la Grande Guerre. Le samedi 22 juillet 1922, il épouse Fernande Gaston (1903, † 1982), fille d'un commerçant et native de Boulogne-sur-Mer. De leur union naissent deux enfants : Lionel et Yolande. Il s'installe avec sa famille à Neufchâtel-Hardelot (Pas-de-Calais) et ouvre, à Boulogne-sur-Mer (*id.*), un magasin d'électricité spécialisé dans la vente et la réparation de postes de TSF. C'est un commerçant très actif. Vice-président de l'Union sportive boulonnaise (USB), il organise des reconstitutions historiques et participe aux nombreuses fêtes locales. C'est à cette époque qu'il se rapproche des mouvements patriotiques et rencontre Norbert Fillerin, Camelot du Roi.

Embauché comme électricien par la *Wehrmacht* et l'*Organisation Todt*, Georges Charles travaille sur les ouvrages côtiers dont il relève des plans précis et réalise des photographies.

Le choix de résister. – Mobilisé, le père de famille sert dans le Nord. Après l'armistice, replié à Bordeaux, il éprouve quelque difficulté à rentrer en zone interdite pour retrouver les siens. Sa ville, Boulogne-sur-Mer, ainsi que ses environs, sont classés *Festung* (forteresse), et 10 000 militaires allemands stationnent dans la région.

Dès son retour, Georges Charles s'engage dans le réseau Alliance, dirigé par Georges Loustaunau-Lacau. Il reçoit le pseudonyme de *Marsouin* et est répertorié comme *« chargé de mission de 2e classe »*, avec le grade de lieutenant des Forces françaises libres (FFL). Il est rejoint par son jeune frère Jacques (*Lézard*), officier FFL au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA).

Dans la Résistance, il croise Robert Perrot, un cousin de son épouse, ainsi que le frère de celle-ci, Roger Gaston, technicien radio qui sera déporté dans les camps en Allemagne. C'est son ami Norbert qui lui propose de participer, en plus de ses activités d'espionnage, à celles de l'*escape line* « Pat O'Leary ». Il cache des aviateurs chez lui, à Neufchâtel-Hardelot. Il fait également partie du groupe Fillerin, des *« Frères de la Côte »*, tout en poursuivant parallèlement ses activités d'espionnage.

Au cœur du renseignement. – Son cousin Robert Perrot appartient lui aussi au réseau Alliance. Il garde longtemps le silence sur les actions de Georges, mais, en 2006, il livre son témoignage : *« … Georges Charles est entré en rapport avec moi dès 1941. Georges est venu [m'y] voir plusieurs fois pour m'expliquer qu'il avait besoin d'effectuer un "travail". Nous sommes tombés d'accord pour le faire entrer dans une entreprise allemande qui réalisait des travaux pour la Luftwaffe ainsi que des ouvrages de fortification dans la région de Marquise. C'est ainsi qu'il eut accès aux chantiers pour accomplir ses missions, où je l'ai parfois accompagné… »*

De fait, Georges Charles devient l'une des principales sources de renseignement des services de la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais. Embauché comme élec- ▸

tricien par la *Wehrmacht* et l'*Organisation Todt* (chargée de la construction du « mur de l'Atlantique »), il travaille sur les ouvrages côtiers, dont il relève des plans précis et réalise des photographies.

Dans ce cadre, lorsque les Allemands entreprennent la construction de blockhaus et de plusieurs rampes de lancement des *Vergeltungswaffen* (armes de représailles), les V1 puis les V2, à partir de l'été 1943, il en effectue des relevés détaillés.

Excellent peintre, il est également chargé de refaire la décoration du mess des officiers, installé dans le château de Boulogne-sur-Mer. Ce château constitue alors une importante garnison de la *Wehrmacht*. Cette mission lui permet de photographier des documents confidentiels. Pendant ses heures de repos, il peint également des vues du fort et de ses douves. Ces plans, peintures et dessins se révéleront fort utiles le 18 septembre 1944 lors de la libération de Boulogne-sur-Mer.

En mai-juin 1943, les Alliés préparent le débarquement. Comme de nombreux agents de renseignement, Georges Charles reçoit pour mission d'intensifier ses investigations. Pour préparer le débarquement du 6 juin 1944 et en protéger le secret, les Alliés lancent *Bodyguard*, un ensemble d'opérations de désinformation. Dans le cadre de *Fortitude*, *Skye* accrédite l'hypothèse d'une attaque en Norvège, tandis que *Quicksilver* entretient la menace d'un débarquement dans le Pas-de-Calais. Même après le 6 juin, Hitler reste persuadé que le débarquement en Normandie n'est qu'un leurre et maintient ses *Panzers* en réserve dans le Pas-de-Calais, où il attend le véritable débarquement.

Jusqu'au sacrifice. – À Lille, le 5 décembre 1943, lors d'une réunion de la Résistance, Georges Charles est arrêté alors qu'il est porteur de photographies de sites de lancement des *Vergeltungswaffen*. Comme le rapporte son cousin Perrot : *« Aussi, je n'ai pas pu comprendre qu'un homme de son envergure ait pu se faire piéger aussi facilement, même par un agent double. C'est pourquoi je suis persuadé qu'il y a eu un jeu déloyal dans cette affaire et une trahison en haut lieu, à la source du commandement, et c'est ce qui me trouble le plus. »*

Georges Charles est condamné à mort pour *« espionnage et aide aux puissances ennemies »*. Il est fusillé au fort de Bondues, près de Lille, le 16 janvier 1944. On retrouvera son corps attaché à celui d'un autre résistant. Il avait dans sa poche un carnet sur lequel il avait écrit : *« Si je ne dois pas rentrer, cela est écrit dans notre destinée ; il n'y a rien à faire pour la changer. J'aurai fait mon devoir de Français sans hésiter. Je prierai donc la personne qui trouvera le présent carnet de le faire parvenir à ma famille. Ma femme chérie et mes deux enfants adorés sauront, en tous les cas, que mes dernières pensées ont été pour eux. »* ■

Commonwealth

Charles III dans les Caraïbes

Du 27 octobre au 4 novembre, Charles III a fait une tournée dans les Caraïbes. Avec une visite officielle aux Bahamas (27 au 28 octobre) dont il est le souverain comme de sept autres États caribéens ; puis une visite d'État (28 au 30 octobre) en République du Guyana avant une visite à Antigua-et-Barbuda.

Du 1er au 4 novembre, Charles III a effectué une visite officielle à Antigua-et-Barbuda en qualité de souverain, couplée à la présidence du sommet des chefs d'État et de gouvernement des 56 pays membres du Commonwealth qui se réunit tous les deux ans. La reine Camilla et le Premier ministre l'y ont rejoint.

La presse britannique était fort inquiète du déplacement du monarque sous la pression des réclamations d'excuses et de compensations pour la traite et l'esclavage. La Jamaïque, dont le roi est toujours le souverain, a déposé un recours juridique qui sera instruit par le Conseil privé de la Couronne qui devrait rendre son avis en mars 2027. Trois questions sont posées : le *« transport forcé »* des Africains était-il légal en son temps (1563-1807) ? Peut-il être qualifié de *« crime contre l'humanité »* ? La mise en esclavage appelle-t-elle des réparations ?

Le responsable de la Commission spéciale, créée dès 2013 par les quinze membres de l'organisation régionale caribéenne (CARICOM), en a appelé à Charles III non en tant que tête du Commonwealth ni en tant que roi constitutionnel mais en tant que descendant d'une famille ayant été enrichie par ce commerce (13 000 propriétaires ont été recensés). Le roi pourrait-il de ce fait présenter des excuses en son nom propre ? Celles-ci sont réservées à titre officiel au Premier ministre. Ce dernier, Andy Burnham, a indiqué au *Guardian*, le 31 octobre, qu'il y serait disposé. Le 3 novembre, le roi et le Premier ministre ont prononcé leurs discours respectifs sans que la teneur – constitutionnellement concertée – ait été changée. Le Premier ministre a exclu des réparations financières mais s'est dit favorable à une restructuration de la dette.

La secrétaire générale du Commonwealth, Shirley Ayorkor Botchwey, ancienne ministre des Affaires étrangères du Ghana, avait indiqué à la chaîne Sky News que des excuses officielles ne feraient pas de mal (*« won't hurt »*) et soutenu l'ouverture de discussions. Celles-ci avaient été recommandées lors du précédent sommet à Samoa, mais le niveau (ministériel ?) auquel elles pourraient s'ouvrir fait débat. Le Ghana, en sa qualité de président de l'Union africaine qui avait statué en 2023 en faveur des réparations, a par ailleurs introduit à l'Assemblée générale des Nations unies une résolution votée le 18 juin dernier qualifiant la traite et l'esclavage de *« pire crime contre l'humanité »* (le Royaume-Uni et la France s'étaient abstenues pour ne pas créer de hiérarchie dans le crime).

La dirigeante du Parti conservateur, Kemi Badenoch (originaire du Nigeria), a reproché au Premier ministre d'avoir *« exposé »* le roi. Elle considère que les excuses ont été maintes fois présentées dans le passé. Le roi lui-même a visité les forts de la traite au Ghana en 2018 en tant que prince de Galles. L'opposition met également en cause les royaumes africains, spécialement au Ghana le royaume Ashanti, pour sa participation à la traite atlantique (d'autres royaumes ou califats étant compromis dans la traite arabe). Le Royaume-Uni avait en revanche joué un rôle moteur dans la répression de la traite au XIXe siècle. ■

MARIE-JO YORK.



COMPTE X THE ROYAL FAMILY.

▲ Charles III a été accueilli par la foule à Nelson's Dockyard, à Antigua-et-Barbuda, le 2 novembre.

Brèves royales

■ **29 octobre. Bruxelles. –** Controverse à propos de l'invitation officielle adressée par le ministre belge de la Défense au fils du dernier chah d'Iran, Reza Pahlavi, à un colloque qui a eu lieu le 6 novembre à l'École royale militaire.

■ **4 au 5 novembre. Madrid. –** Ouverture de la 30e conférence ibéro-américaine par le roi Felipe VI, président d'honneur, avec 22 pays participants (dont 19 de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, l'Espagne, le Portugal et Andorre). Le roi a présidé le dîner puis la séance plénière du lendemain.

M.-J. Y.

■ **Publication. –** À noter la parution, le 14 octobre, d'un ouvrage de Stéphane Bern consacré au roi Mohammed VI du Maroc et à l'ensemble de ses prédécesseurs. *Mohammed VI, Héritage et destin de la monarchie alaouite* est publié aux éditions Albin Michel.



La Maison de France

■ **Les visites de Mgr le comte de Paris. –** Au Domaine royal de Dreux (Eure-et-Loir), Monseigneur le comte de Paris a accueilli, au début octobre, un groupe de familles dans le cadre du programme « La nation en Partage » auquel participe l'association du Prince, Gens de France. Il a ensuite visité, en avant-première, l'exposition sur Marie-Antoinette et Louis XVI à Fontainebleau (Seine-et-Marne), retraçant avec beaucoup de goût, 240 ans après, la vie du couple royal dans cette résidence. Enfin, lors d'un déplacement à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), le comte de Paris en a profité pour découvrir le grand blockhaus de Batz-sur-Mer et replonger dans l'histoire du mur de l'Atlantique et de la libération de notre pays.

• **La princesse Philomena marraine du 24e régiment d'infanterie. –** Madame la comtesse de Paris est devenue la marraine du 24e régiment d'infanterie (24e RI) qui est installé sur deux sites à Versailles, au quartier Joffre-Drouot dans le camp de Satory et au camp des Matelots. La princesse Philomena d'Orléans a participé, le dimanche 20 septembre, à la cérémonie de la Saint-Maurice, saint patron de l'Infanterie.

« Un honneur qui s'inscrit dans une histoire militaire pluriséculaire, héritée du régiment de l'Altesse, fondé en 1644 par Gaston d'Orléans, puis du régiment Royal et du régiment de Brie, écrit le comte de Paris sur son site internet. *Le 24e RI compte également parmi ses figures marquantes le comédien Bourvil, qui y effectua son service militaire de 1937 à 1940 en tant que cornettiste de la fanfare du régiment. Fidélité à l'histoire, attachement aux traditions et transmission de l'héritage militaire : des valeurs qui unissent les générations. »*



▲ La princesse Philomena accueillie par le 24e régiment d'infanterie de Versailles.

• **Le duc d'Angoulême sur Internet. –** Le prince Eudes d'Orléans, duc d'Angoulême, frère cadet du comte de Paris, publie plusieurs fois par mois une lettre sur Internet *La France dans le temps long,* qui se présente ainsi : *« Pour les curieux d'histoire qui veulent que cette histoire serve à quelque chose – pas seulement à savoir, mais à penser. Pour les lecteurs qui aiment les textes qui prennent le temps de développer une idée jusqu'au bout.*

Pour ceux qui n'ont jamais pensé s'intéresser à la monarchie française, mais qui s'interrogent sur ce qui fait tenir – ou vaciller – une nation. »

Le dernier numéro paru est consacré aux princes d'Orléans et aux chasseurs à pied, 1838-2026. *La France dans le temps long* paraît plusieurs fois par mois. Abonnement gratuit : *https://lafrancedansletempslong.substack.com*

Belgique

Un couple emblématique de souverains catholiques



La cause de béatification du roi Baudouin de Belgique (1930-1993) est ouverte. Pour autant, cette procédure ecclésiale n'est pas centrale dans le livre très complet de Charles-Éric Hauguel qui a jadis fréquenté le couple très chrétien formé par le souverain constitutionnel et son épouse d'origine espagnole, Fabiola de Mora y Aragón (1928-2014).

Tout au long de sa vie, le roi Baudouin a dû affronter des épreuves personnelles comme la mort de sa mère, décédée dans un accident de voiture (le jeune Baudouin n'avait que quatre ans), et l'absence d'enfant dans son couple. Mais il a eu surtout à affronter des crises politiques, alors que sa fonction constitutionnelle n'est que symbolique : abdication de son père à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, décolonisation du Congo, régionalisation de la Belgique sur fond de conflit linguistique.

La question la plus douloureuse que Baudouin eut à affronter est, on le sait, celle de la légalisation de l'avortement en Belgique en 1990. Le roi y remédia en renonçant temporairement à ses fonctions sans pour autant créer de crise institutionnelle majeure.

Ce livre aborde également longuement les ressorts de la foi catholique des souverains belges et l'influence bénéfique du cardinal belge Léon-Joseph Suenens et de la laïque consacrée irlandaise Veronica O'Brien autour d'une *« spiritualité de consentement confiant »*, résumée par le *« fiat »* de l'Évangile. ■

JÉRÔME BESNARD.

► ***Baudouin et Fabiola, Une royauté de conscience,*** **par Charles-Éric Hauguel, aux éditions France-Empire, octobre 2026. Distribué par Salvator-Diffusion.**

La Nouvelle Action royaliste

• Comité directeur

La prochaine réunion du comité directeur de la Nouvelle Action royaliste a été fixée au mardi 1er décembre, en soirée et en visioconférence.

• Conseil national

Le conseil national (CN) de la Nouvelle Action royaliste se réunira, le dimanche 13 décembre à Paris, pour sa dernière session annuelle et pour préparer l'assemblée générale qui aura lieu au premier trimestre de 2027. Les informations pratiques, dont le lieu et l'ordre du jour de cette réunion, seront prochainement communiquées aux conseillers nationaux.

■ Notre souscription pour 2026

Sans vos dons, aucune action de la NAR ne serait possible. Merci de contribuer :
- soit avec un chèque à l'ordre de la NAR ;
- soit avec un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale **(IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR.**
en précisant « pour la souscription »

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html

Éditorial



Par François Gerlotto

Chassez le climat, il revient au galop

Il y a des pays en guerre, un peu partout dans le monde. Ceux-là nous disent que leur survie immédiate étant en jeu, le risque climatique, plus diffus, ne sera pris en compte qu'une fois la guerre terminée. Puis viennent les pays très endettés qui n'auraient plus les moyens de combattre ces menaces. Il s'agit d'à peu près tout le continent européen, plus quelques autres. Ensuite les États (surtout sud-américains et asiatiques) qui, à la suite des États-Unis, reprennent en chœur le motet *« Drill, baby, drill ! »* (que l'on pourrait traduire par *« Forez, encore et encore ! »*) et pour lesquels le changement climatique est une menace fantôme inventée par leurs concurrents économiques. Enfin les pays pauvres dont la majorité des États africains, qui appliquent la loi du talion : *« Puisque les grands qui polluent ne font aucun effort, nous n'avons pas à en faire nous non plus ! »* Bref, mis à part quelques États insulaires directement menacés dans leur survie par la montée des eaux océaniques, plus grand monde n'agit pour limiter les dégâts.

Ce désintérêt se voit sans ambiguïté dans les résultats des travaux des différentes Conférences des Parties (COP) réunies récemment, en attendant la grande réunion de la COP31 sur le climat, du 9 au 20 novembre.

La première COP17, sur la désertification, s'est tenue du 17 au 28 août, à Oulan-Bator, en Mongolie, avec pour thème *« Restaurer les terres, restaurer l'espoir »*. La moitié au moins des terres de la planète sont dégradées et affectent plus de 3,2 milliards de personnes à travers le monde. Résultats de cette COP17 ? Comme l'a dit RFI : *« La seule bonne nouvelle est que cette convention va continuer à exister. »* Signalons tout de même que l'agroécologie a été reconnue par la COP comme susceptible de limiter puis réduire la désertification. Reste à la financer et à la mettre en œuvre.

L'autre COP17, sur la biodiversité, s'est déroulée du 18 au 30 octobre, à Erevan en Arménie. Elle *« constituera une nouvelle étape dans le suivi et l'accélération des engagements pris par les États en faveur de la biodiversité »,* nous avait promis le ministère de la Transition écologique. Il fallait examiner les engagements des différents pays pris en 2022 dans le Cadre mondial de la biodiversité. Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a du travail : le fonds Cali, par exemple, qui devait être abondé par les industries pharmaceutiques, biotechnologiques et cosmétiques pour dédommager les populations autochtones dépossédées de leurs écosystèmes et soumises aux dégâts causés par leur exploitation, et dont on attendait un ou deux milliards, a récolté… 8 900 euros ! La réunion a conclu – quelle surprise ! – que les objectifs mondiaux à l'horizon 2 030 ne seront pas atteints et que la préservation et la restauration de la nature seront impossibles par manque des moyens que l'industrie et les États riches, qui s'y étaient engagés, se refusent tout simplement à payer. Un échec général, ici aussi.

Les décisions de la COP31 seront-elles plus motivantes ? C'est possible puisque le réchauffement climatique a montré sa réalité cette année. Restons raisonnablement pessimistes.

Parler d'écologie en France au moment où les revendications sectorielles se transforment en révolte nationale peut sembler surréaliste. Il faut pourtant rappeler plusieurs points. Le premier, bien sûr, c'est que l'écosystème reste peu sensible aux incantations sur la *« pause écologique »* instaurée par Emmanuel Macron, et qu'il continue sur sa lancée. Au contraire, l'arrêt des efforts pour réduire les gaz à effet de serre (GES), pour diminuer la pollution et le gaspillage, amplifie les dégâts. Les effets du réchauffement climatique ont pourtant été particulièrement dramatiques en 2026, et nous avons subi à peu près tout ce que les scientifiques avaient envisagé comme événements catastrophiques en cas d'augmentation de 2° de la température mondiale : inondations, sécheresses, cyclones dévastateurs, canicules, mort d'environnements fragiles, etc.

Le second point, c'est que nombre des revendications de nos manifestants touchent ces effets. L'enseignement dans son ensemble est affecté par des bâtiments inadaptés aux variations climatiques. À ces insuffisances immobilières, les métiers de la santé ajoutent les dégâts et la surmortalité que le climat provoque chez les plus fragiles et les plus âgés. Les pompiers sont sous-équipés pour affronter la recrudescence des dégâts climatiques. Les agriculteurs ont vu s'effondrer les récoltes, mourir les forêts et les animaux d'élevage. La pêche est affectée par le déplacement des populations de poissons, le surcoût de la conservation des captures, etc.

Enfin, pour synthétiser dans le seul langage qu'entendent les élites, on estime à 0,1 point de PIB (3 milliards) l'impact du climat sur la croissance en 2026, à 16 milliards le surcoût qu'il impose à notre économie, à 1,5 milliard le creusement de la dette publique.

Il faut établir des priorités. Mais il ne faut pas « remettre à plus tard », c'est-à-dire oublier, ce que nous devons faire pour protéger notre pays – et les autres – des problèmes que nos activités humaines posent au climat. La lutte contre le réchauffement climatique n'est peut-être pas prioritaire dans le très court terme, mais c'est elle qui fera que nous vivrons dans un pays vivable ou pas. ■

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique
Colère, hystérie, impéritie. – Dépenses publiques : idées reçues et mensonges politiques. – Sur le mur de Jean Chouan. – Débat sur le souverainisme.

Pages 5 à 7 : La Nation française
Sommet de la francophonie : orages sur Phnom Penh ? – Réarmement : trop peu, trop tard ? – Sur le front paysan. – La Quinzaine de l'Économie.

Pages 8 à 10 : Les Chemins du monde
Brésil : la vie devant soi. – Serbie : la fin de l'ère Vučić ? – Le djinn surgi des urnes. – Les Faits marquants.

Page 11 : Actualités - Événements
Mercredis de la NAR. – Autres conférences.



Pages 12 et 13 : Synthèse
Sinistre apogée du capitalisme rentier.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres
Une ambition spirituelle pour l'Europe. – Vingt milles menaces sous les mers. – L'emprise bolloréenne. – « Finfluenceurs ». – Pierre Boutang politique.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes
Une singulière école vénitienne. – Malraux dans les yeux de Clara. – La chair est belle. – Les spirales de la mémoire. – L'agenda des expositions.

Pages 21 à 23 : La Voie royale
Des royalistes contre les nazis : les plans secrets de Georges Charles. – Charles III dans les Caraïbes. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial
Chassez le climat, il revient au galop.